

### PRODUCTION ANIMALE

# Pour un modèle d'élevage performant et durable

*L'élevage s'impose aujourd'hui comme un enjeu stratégique majeur pour l'Algérie, non seulement sur le plan économique, mais également en matière de santé publique, de cohésion territoriale et de sécurité nutritionnelle. Réunis dans le cadre du forum « Focus Élevage », organisé lors de la deuxième journée de la 24ème édition du SIPSA-Filaha & Africa Food Export, experts, chercheurs et professionnels du secteur ont plaidé pour une refonte de la politique nationale de production animale afin de répondre aux défis nutritionnels et démographiques auxquels le pays est confronté.* P 3



Publicité

### ÉLECTRICITÉ

## L'Algérie vise à exporter plus de 15 000 mégawatts

Le ministre de l'Énergie et des Énergies renouvelables, Mourad Adjal, a souligné, lundi après-midi dans la wilaya de Biskra, que l'Algérie, "forte de ses potentialités et de son excédent de production, ambitionne de devenir un pôle majeur de l'exportation d'électricité".

P 5

### MÉCANISATION, GÉNÉTIQUE ET FONCIER

## Les grands chantiers agricoles lancés

Face aux défis de la sécurité alimentaire, du changement climatique et de la volatilité des marchés, le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yacine El Mehdi Oualid, a exposé une feuille de route ambitieuse visant à transformer en profondeur le modèle agricole algérien. En effet, la nouvelle stratégie est fondée sur trois piliers, à savoir la modernisation technologique, la réforme structurelle et la souveraineté des intrants.

P 2

### DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE PÉTROCHIMIQUE

## Les orientations du Président Tebboune saluées

Des économistes ont salué les orientations données par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, lors de la réunion du Conseil des ministres qu'il a présidée, dimanche, en vue de développer l'industrie pétrochimique, estimant qu'elles reflètent son engagement à accélérer le processus de transformation économique et de passer à une nouvelle étape en matière de valorisation des ressources naturelles.

P 5

**SIPSA**<sup>®</sup>  
**FILAHA**  
**AGROFOOD**

24<sup>ème</sup>  
 édition

SOUS LE PATRONAGE DE MONSIEUR  
 LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE,  
 DU DÉVELOPPEMENT RURAL  
 ET DE LA PÊCHE

SALON INTERNATIONAL DE L'AGRICULTURE,  
 DE L'ÉLEVAGE ET DE L'AGRO-INDUSTRIE

18 > 21 MAI 2026

PALAIS DES EXPOSITIONS - SAFEX, ALGER - ALGERIE

Afrika<sup>®</sup>  
 Food Export

DJAZAUA<sup>®</sup>

ALGÉRIE-TUNISIE  
**La coopération dans les technologies agricoles examinée**

Une rencontre économique algéro-tunisienne a été organisée, hier à Alger, sur le thème de l'élargissement des perspectives de coopération bilatérale dans le domaine des technologies agricoles.

A cette occasion, des opérateurs économiques des deux pays ont mis en avant l'importance de bâtir un partenariat fondé sur le partage d'expertises et d'expériences dans le domaine des technologies agricoles, en particulier l'agriculture intelligente, face aux défis mondiaux, notamment le changement climatique. Dans une allocution prononcée à cette occasion, le chargé d'affaires à l'ambassade de Tunisie en Algérie, Abdeljalil Benrabah, a indiqué que cette rencontre traduit la volonté commune de renforcer le partenariat et d'ouvrir de nouvelles perspectives de coopération entre les entreprises algériennes et tunisiennes, tout en encourageant le partage d'expertises dans le domaine des solutions innovantes contribuant au développement de la production agricole et des ressources animales, au service de la sécurité alimentaire dans les deux pays.

De son côté, le président de l'Organisation nationale pour le développement économique (ONDE), Nasreddine Roubai, a relevé l'importance de la promotion de l'investissement entre les deux pays, soulignant, à ce propos, l'engagement des hommes d'affaires algériens et tunisiens à concrétiser des projets communs dans les différentes filières agricoles, notamment dans les technologies agricoles et l'innovation, particulièrement à travers l'implication des start-up.

En marge de cette rencontre, l'ONDE a signé deux conventions de coopération et de partenariat : la première avec l'Union nationale des agronomes algériens et la seconde avec l'Association nationale des vétérinaires algériens.

R. E.

MÉCANISATION, GÉNÉTIQUE ET FONCIER

**Les grands chantiers agricoles lancés**

Face aux défis de la sécurité alimentaire, du changement climatique et de la volatilité des marchés, le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yacine El Mehdi Oualid, a exposé une feuille de route ambitieuse visant à transformer en profondeur le modèle agricole algérien. En effet, la nouvelle stratégie est fondée sur trois piliers, à savoir la modernisation technologique, la réforme structurelle et la souveraineté des intrants.

Synthèse Z. R.

L'une des principales annonces, lors de son passage hier au Forum d'El Moudjahid, concerne la campagne céréalière 2026, qui devrait enregistrer une récolte « record ». Mais au-delà des chiffres, Yacine Oualid a insisté sur la nécessité de raisonner désormais en « quantités réellement collectées » plutôt qu'en simples estimations de production. Une orientation qui traduit la volonté du secteur de réduire les pertes post-récolte et de mieux maîtriser les circuits de stockage. Pour atteindre cet objectif, le ministère a engagé une vaste opération de modernisation de la moisson-battage dans les wilayas du Sud. À Adrar, à titre d'exemple, le ratio est passé d'une moissonneuse-batteuse pour 140 hectares à une machine pour 100 hectares, grâce au transfert d'équipements depuis les wilayas du Nord. Les pôles céréaliers de Timimoun, El Meniaa et Ouargla ont également bénéficié de ce renforcement logistique.

Le ministre a révélé que, pour la première fois, les opérations de récolte sont supervisées à travers une plateforme numérique permettant le suivi en temps réel des moissonneuses et des camions. Cette supervision digitale vise à optimiser l'allocation des ressources et à réduire le taux de pertes de grains.

Parallèlement, les anciennes moissonneuses sont progressivement équipées de détecteurs de pertes, en partenariat avec le ministère de l'Industrie, tandis que de nouveaux équipements de dernière génération, exploités par la filiale Agrodive du groupe Agrodif, garantissent des pertes inférieures à 1 %. Des programmes de formation des conducteurs ont également été lancés avec le ministère de la Formation professionnelle.

Sur un autre registre, le ministre a affirmé que son département accorde une grande importance à la souveraineté semencière. Il a mis en garde contre les risques liés à la concentration variétale du blé dur en Algérie, où plus de 70 % des surfaces reposent sur seulement deux variétés. Pour y remédier, le ministère travaille sur un nouveau portefeuille variétal basé sur

des semences locales plus résistantes à la sécheresse et adaptées aux conditions climatiques nationales.

Dans ce cadre, la Banque de gènes est appelée à jouer un rôle central. Le ministre l'a présentée comme un véritable réseau scientifique national chargé de collecter, préserver et valoriser le patrimoine génétique agricole algérien. L'objectif est de développer des variétés locales capables d'assurer des rendements stables face au stress hydrique et aux changements climatiques.

Cette stratégie s'appuie également sur les biotechnologies. Yacine Oualid a annoncé la mise en place d'une unité de production de plants in vitro, en partenariat avec l'Université de Constantine et le Centre de recherche en biotechnologie. Cette technologie de culture tissulaire permettra de produire massivement des plants certifiés et résistants pour plusieurs espèces stratégiques, notamment l'arganier, le bananier et le fraiser.

Le développement des zones steppiques et du Barrage vert constitue un autre axe majeur de cette transformation agricole. Le ministre a réaffirmé l'ambition d'augmenter d'au moins un million d'hectares la superficie agricole utilisée, à travers notamment la valorisation de nouvelles terres dans le Sud et les zones steppiques.

Un vaste programme de plantation d'espèces à forte valeur ajoutée a été annoncé, incluant l'arganier, l'olivier, le pistachier, l'amandier et le caroubier. Selon le ministre, ces filières pourraient devenir de véritables leviers d'exportation et de diversification économique.

Dans la filière oléicole, le ministre a souligné que la qualité de l'huile d'olive algérienne est aujourd'hui reconnue à l'international, mais que les exportations restent freinées par les contraintes de certification. Pour lever cet obstacle, un laboratoire national de certification sera créé avec l'INRA et la Chambre nationale d'agriculture afin d'aligner les produits algériens sur les normes internationales.

Sur le volet de l'élevage, Yacine Oualid a annoncé une accélération des programmes d'amélioration génétique bovine. Grâce à l'in-

semiation artificielle utilisant des semences américaines, certaines exploitations ont déjà enregistré une hausse de plus de 20 % de la production laitière.

Le ministre a également confirmé le lancement, pour la première fois en Algérie, d'un programme de transfert embryonnaire bovin avec l'appui de chercheurs formés en Autriche. Cette technologie permettra de développer un cheptel laitier à haut rendement génétique.

Le mégaprojet algéro-qatari Baladna à Adrar a également occupé une place importante dans les annonces du ministre. Les premières 30 000 vaches Holstein sélectionnées aux États-Unis devraient arriver dès le mois de novembre. Ce projet géant, implanté sur plus de 100 000 hectares, ambitionne de couvrir, à terme, 50 % des besoins nationaux en lait.

Concernant la réforme structurelle du secteur, notamment la future loi sur le foncier agricole, Yacine Oualid indique que cette réforme vise à simplifier un cadre juridique devenu extrêmement complexe et à renforcer la protection des terres agricoles contre les détournements de vocation. Parmi les nouveautés annoncées figure l'octroi de prérogatives de police judiciaire aux agents chargés du foncier agricole afin de constater directement les infractions.

Le gouvernement prévoit également le lancement d'un « crédit foncier » destiné à lutter contre le morcellement des terres agricoles et à encourager le remembrement des exploitations. Questionné sur la flambée des prix de certains produits agricoles, le ministre a estimé que les coûts logistiques et la multiplicité des intermédiaires constituent les principaux facteurs de hausse. Selon lui, les coûts logistiques représentent jusqu'à 35 % du prix final des produits agricoles. Il a plaidé pour le développement de la grande distribution et de l'industrie de transformation afin de mieux absorber les surproductions et stabiliser les marchés. Le ministre a également insisté sur l'importance de développer localement les intrants agricoles (semences, engrais et équipements d'irrigation) qui représentent aujourd'hui entre 40 et 60 % des coûts de production et restent largement importés.

EL-BAYADH

**Le barrage de Brezina renforcé par près de 10 millions de mètres cubes d'eau**

Le barrage de Brezina, situé au Sud de la wilaya d'El-Bayadh, a été renforcé par près de 10 millions de mètres cubes d'eau à la suite des importantes précipitations enregistrées dans la région à la fin du mois d'avril dernier, a indiqué, mardi, le directeur de l'ouvrage hydraulique. M. Djilali Bekhaitia a précisé à l'APS que ces précipitations, ainsi que l'écoulement des oueds alimentant le

barrage, ont permis d'accroître le volume d'eau stocké d'environ 10 millions de mètres cubes, portant ainsi le volume total à 44 millions de mètres cubes, soit un taux de remplissage estimé à 90% de la capacité globale du barrage. Les eaux de cet ouvrage hydraulique sont principalement destinées à l'irrigation agricole, notamment au profit des périmètres agricoles environnants, ainsi que des oasis et

des vergers de Brezina, a fait savoir la même source, ajoutant que "les surfaces irriguées à partir du barrage couvrent environ 1.240 hectares". Par ailleurs, les services de la Protection civile organiseront, demain (mercredi), un exercice de simulation au niveau du barrage, afin de reproduire un accident de noyade. Cette opération vise à évaluer l'état de préparation des équipes de secours et de plongée

et à renforcer la coordination entre les différents intervenants.

Cette initiative s'inscrit dans le cadre des campagnes de sensibilisation lancées par l'administration du barrage au profit des citoyens, en particulier les enfants, afin de prévenir les risques liés à la baignade dans ces espaces dangereux, a-t-on également indiqué.

APS

Quotidien économique

**Les Enjeux**  
Eco

Édité par la  
SARL

Les enjeux Eco  
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub  
Abdelaziz

Directeur de  
publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse  
01, rue Bachir Attar  
Sidi M'hamed Alger  
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005  
00170000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:  
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»

Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger  
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42  
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77

E-mail: agence.regie@anep.com.dz  
Programmation.regie@anep.com.dz  
agence.oran@anep.com.dz  
agence.annaba@anep.com.dz  
agence.ouargla@anep.com.dz  
agence.constantine@anep.com.dz

## PRODUCTION ANIMALE

# Pour un modèle d'élevage performant et durable

L'élevage s'impose aujourd'hui comme un enjeu stratégique majeur pour l'Algérie, non seulement sur le plan économique, mais également en matière de santé publique, de cohésion territoriale et de sécurité nutritionnelle. Réunis dans le cadre du forum « Focus Élevage », organisé lors de la deuxième journée de la 24ème édition du SIPSA-Filaha & Africa Food Export, experts, chercheurs et professionnels du secteur ont plaidé pour une refonte de la politique nationale de production animale afin de répondre aux défis nutritionnels et démographiques auxquels le pays est confronté.

Par Selma R.

Placée sous le thème « L'élevage en Algérie : centralité nutritionnelle, économique, territoriale et culturelle », cette rencontre a mis en lumière le rôle central des filières ovine, bovine, caprine, cameline et avicole dans le système alimentaire national. Les intervenants ont notamment insisté sur la nécessité de dépasser la simple logique de sécurité alimentaire pour aller vers une véritable sécurité nutritionnelle, fondée sur une alimentation équilibrée et accessible. Dans son allocution d'ouverture, le président du GRFI-Fondation Filaha Innov, le Dr Amine Bensemmane, a rappelé que l'élevage représente près de la moitié des revenus agricoles du pays et constitue un pilier fondamental de la souveraineté alimentaire nationale. Selon lui, le secteur bénéficie aujourd'hui d'une attention politique particulière, les pouvoirs publics multipliant les efforts pour soutenir son développement. Le Dr Bensemmane a également souligné que les protéines animales jouent un rôle essentiel dans la croissance et l'équilibre nutritionnel de la population. Il a ajouté que l'élevage demeure profondément lié à l'identité paysanne algérienne à travers des savoir-faire ancestraux, des pratiques locales et des traditions culturelles propres aux différentes régions du pays. « Les dimensions économique, nutritionnelle et culturelle de l'élevage en font une véritable centralité agricole », a-t-il affirmé, précisant que le forum vise justement à aborder le secteur

dans toutes ses composantes. De son côté, Abdelhamid Soukehal, expert auprès du GRFI et ancien directeur des Productions Animales au ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (MADR) a développé une analyse approfondie des défis structurels auxquels fait face l'Algérie en matière de nutrition et de production animale. L'expert a appelé à faire évoluer le concept de « sécurité alimentaire » vers celui de « sécurité nutritionnelle », estimant que la problématique ne réside plus uniquement dans la disponibilité des aliments, mais dans leur qualité nutritionnelle. Il a ainsi évoqué le « paradoxe algérien », marqué par une surconsommation calorique et, en parallèle, un déficit en protéines animales. Selon lui, l'Algérien moyen consomme environ 3 451 calories par jour, bien au-delà des recommandations internationales fixées autour de 2 500 calories, mais cette alimentation reste dominée par les produits gras, sucrés et céréaliers. « Nous faisons face à un véritable problème de santé publique », a-t-il averti, citant la progression de l'obésité chez les enfants, de l'hypertension artérielle et des maladies chroniques. L'expert a révélé que la consommation moyenne de protéines animales ne dépasse actuellement pas 29 grammes par jour, alors que les besoins nutritionnels réels se situent entre 35 et 45 grammes. Pour remédier à ce déficit, le groupe de réflexion s'est appuyé sur des références validées par le ministère de la Santé, l'Organisation mondiale de la santé et l'UNI-

CEF afin de définir une ration nutritionnelle type. Cette ration minimale garantit un apport quotidien de 110 grammes de protéines, réparties équitablement entre protéines végétales et animales. Dans cette perspective, l'objectif fixé par les experts correspond à une consommation annuelle de 90 litres de lait, 180 œufs, 18 kg de viande blanche, 18 kg de viande rouge et 19 kg de poisson par habitant. M. Soukehal a également attiré l'attention sur la forte dépendance extérieure du pays. Plus de la moitié des protéines consommées en Algérie proviennent indirectement des importations, notamment à travers les aliments de bétail comme le maïs et le soja. Le lait couvre à lui seul près de 42 % des apports en protéines animales, en raison notamment de son prix subventionné, tandis que les viandes, les œufs et le poisson restent difficilement accessibles pour une large partie des ménages.

## L'élevage appelé à devenir un levier stratégique de la sécurité nutritionnelle en Algérie

Face à une population appelée à atteindre 63 millions d'habitants à l'horizon 2050, les intervenants ont estimé qu'une profonde transformation des systèmes de production devient incontournable. Pour M. Soukehal, le modèle traditionnel d'élevage familial ne peut plus répondre aux besoins d'une population de plus en plus urbanisée. « Les produits frais nécessitent une logistique moderne et une production proche des grands centres de

consommation », a-t-il expliqué, plaidant pour une transition progressive vers un élevage industriel structuré et performant. L'expert a détaillé plusieurs objectifs jugés prioritaires, notamment l'augmentation de la production laitière nationale à plus de 6 milliards de litres d'ici 2050, le renforcement du cheptel laitier moderne et le doublement du cheptel ovin pour atteindre près de 28 millions de têtes à l'horizon 2030. Il a par ailleurs insisté sur les cinq leviers qu'il considère essentiels pour réussir cette transformation : l'amélioration de l'alimentation animale, le développement de la haute génétique, le renforcement de la santé animale, la modernisation des systèmes d'élevage et la mise en place d'une gouvernance efficace appuyée sur la recherche scientifique et les organisations professionnelles. Dans ce contexte, les participants au forum ont souligné l'urgence de valoriser les ressources locales, notamment les fourrages adaptés aux conditions climatiques nationales, tout en renforçant la formation des éleveurs et l'encadrement technique des filières. À travers les échanges du forum « Focus Élevage », organisé dans le cadre du SIPSA-Filaha & Africa Food Export, un constat s'est imposé : l'avenir de l'élevage algérien dépasse désormais la seule question de la production agricole. Il s'inscrit au cœur des enjeux de santé publique, de souveraineté alimentaire et d'équilibre territorial, faisant de la sécurité nutritionnelle l'un des nouveaux défis stratégiques du pays.

## INNOVATION, RECHERCHE ET GÉNÉTIQUE

### La tech au secours du cheptel national

Par S. R.

Face aux défis croissants de la sécurité alimentaire et de la dépendance extérieure, les experts du secteur agricole plaident désormais pour une transformation profonde des systèmes d'élevage en Algérie, fondée sur la génétique, la recherche scientifique et les nouvelles technologies. Réunis lors d'une table ronde organisée dans le cadre du forum « Focus Élevage », tenu à l'occasion de la deuxième journée de la 24ème édition du SIPSA-Filaha & Africa Food Export, vétérinaires, zootechniciens et spécialistes ont dressé le diagnostic de la situation actuelle du cheptel national tout en mettant en avant les solutions technologiques susceptibles de relancer durablement la filière. Animant les débats, le Pr Ali Daoudi a rappelé que l'élevage représente plus de 50 % de la valeur du PIB agricole national, malgré l'absence d'un recensement précis depuis près d'une décennie. Selon lui, l'élevage constitue avant tout une filière de « conversion de valeur », capable de transformer les ressources végétales, les céréales et les sous-produits agricoles en protéines animales essentielles à la population. Le Pr Daoudi a souligné que l'évolution démographique et l'amélioration du niveau de vie ont profondément modifié la demande nationale en produits animaux au cours des cinquante dernières années.

Toutefois, cette croissance s'est accompagnée d'importants déséquilibres structurels, notamment dans la filière des viandes rouges. « La filière ovine traverse aujourd'hui une véritable crise de modèle », a-t-il expliqué, rappelant que l'élevage pastoral extensif reposait historiquement sur les vastes parcours stepmiques. Or, les sécheresses répétitives et le surpâturage ont fortement dégradé ces espaces naturels, tandis que la transition vers un système intensif ou semi-intensif n'a pas été suffisamment engagée. L'universitaire a également mis en garde contre les limites du modèle avicole actuel, qualifié d'« industrie de montage ». « Nous importons la génétique, le maïs et le soja pour produire du poulet en quarante-cinq jours. Cela crée une dépendance structurelle qui fragilise toute la filière », a-t-il averti. Les experts intervenant lors de cette rencontre ont insisté sur le fait que la performance animale repose sur une équation fondamentale associant génétique et alimentation. Les importations massives de génisses laitières, engagées durant les dernières années, n'ont pas permis d'atteindre les résultats espérés. La production moyenne nationale demeure limitée à environ 4 500 litres de lait par vache, loin des standards internationaux dépassant parfois les 8 000 à 10 000 litres. Face à cette situation, les spécialistes ont appelé à valoriser davantage les ressources alimentaires lo-

cales et les sous-produits agricoles nationaux afin de réduire la dépendance aux intrants importés. Les ruminants, ont-ils expliqué, possèdent la capacité de valoriser la cellulose et des matières non consommables par l'homme, ce qui constitue un avantage stratégique pour l'Algérie. Le Pr Daoudi a également insisté sur l'importance de la gouvernance et de la structuration des filières. « Aucun programme génétique sérieux ne peut réussir sans identification nationale du cheptel », a-t-il affirmé, soulignant l'urgence de mettre en place un système de traçabilité moderne permettant le suivi sanitaire et zootechnique des animaux. Les intervenants ont aussi plaidé pour une refonte du système de commercialisation du lait à travers l'instauration d'un paiement basé sur la qualité sanitaire et nutritionnelle, et non uniquement sur les volumes produits. Au cœur des échanges, la question du « Smart Farming » et de l'intelligence artificielle a occupé une place centrale. Les experts ont estimé que les méthodes empiriques traditionnelles atteignent désormais leurs limites face aux contraintes climatiques, au stress hydrique et à la nécessité d'augmenter rapidement la production nationale. Un vétérinaire spécialisé dans l'innovation a expliqué que les élevages modernes produisent quotidiennement une masse considérable de données relatives à la santé animale, à la repro-

duction, à l'alimentation ou encore au comportement des troupeaux. « Le défi n'est plus de produire de la donnée, mais de savoir l'exploiter intelligemment grâce à l'intelligence artificielle », a-t-il indiqué. Les spécialistes ont présenté plusieurs technologies déjà utilisées dans les élevages modernes, notamment les capteurs connectés, les caméras de surveillance, les bolus ruminants et les outils de suivi numérique permettant de détecter précocement les maladies, surveiller l'ovulation ou optimiser l'alimentation des animaux. Selon les intervenants, ces équipements deviennent progressivement plus accessibles financièrement et pourraient révolutionner la gestion des exploitations agricoles algériennes. « La nouvelle génération d'éleveurs et de vétérinaires est prête pour cette transition numérique », a assuré le Pr Daoudi. Les participants ont enfin insisté sur la nécessité de développer massivement les cultures fourragères locales, notamment dans les régions sahariennes, afin de sécuriser l'alimentation du cheptel et réduire la vulnérabilité des filières face aux fluctuations des marchés internationaux. Formation des éleveurs, numérisation des exploitations, valorisation de la génétique locale et déploiement des outils d'intelligence artificielle : autant de leviers jugés indispensables pour moderniser durablement l'élevage national et renforcer la souveraineté alimentaire du pays.

LIGNE MINIÈRE EST /AVANCEMENT DU TRONÇON BOUCHEGOUF-SOUK AHRAS-DRÉA

**Le ministre des Travaux publics fait le point**

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djel-laoui, a présidé, lundi à Alger, une séance de travail consacrée au suivi de l'état d'avancement des travaux de la ligne minière Est dans son tronçon reliant Boucheougouf, Souk Ahras et Dréa, s'étendant sur une distance de 121 km, a indiqué un communiqué du ministère. Dans ce cadre, l'accent a été mis sur la nécessité de mobiliser toutes les capacités et de doter les chantiers des moyens nécessaires pour accélérer la cadence des travaux, notamment pour ce qui est des ouvrages d'art, d'intensifier la coordination entre tous les intervenants et de veiller au respect du calendrier convenu, en vue d'achever le projet dans les délais fixés, précise-t-on de même source. La réunion s'est tenue au siège du ministère, en présence de ses cadres et du directeur général de l'Agence nationale d'études et de suivi de la réalisation des investissements ferroviaires (ANESRIF), en sa qualité de maître d'ouvrage délégué, ainsi que des présidents-directeurs généraux et directeurs généraux des entreprises nationales concernées par la réalisation et le suivi de ce tronçon, à l'instar de Cosider Travaux Publics, Cosider Ouvrages d'art, la Société d'études et de réalisation d'ouvrages d'art de l'Est (SERO-EST), la Société algérienne des ponts et travaux d'arts (SAPTA) et l'Entreprise nationale des grands ouvrages d'Arts (ENGOA). Ont pris part également à la réunion, tenue par visioconférence depuis le site du projet à Souk Ahras, le directeur du projet Boucheougouf-Dréa, ainsi que des représentants des bureaux d'études et de suivi, selon le communiqué. La rencontre a été marquée par la présentation d'exposés techniques détaillés sur l'avancement des travaux de ce tronçon, notamment la réalisation des ouvrages d'art dans des terrains difficiles d'accès, au niveau des sections Boucheougouf-Aïn Seynour (72 km) et Aïn Seynour-Dréa (49 km).

R. E.

**ÉLIMINATION DU TRACHOME EN TANT QUE PROBLÈME DE SANTÉ PUBLIQUE**

**L'Algérie reçoit un certificat officiel de l'OMS**

L'Algérie a reçu, mardi à Genève (Suisse), le certificat officiel de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) validant l'élimination du trachome en tant que problème de santé publique, en reconnaissance des efforts nationaux soutenus dans la lutte contre les maladies tropicales négligées et le renforcement de la santé publique, indique un communiqué du ministère de la Santé. "Le directeur général de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus, a remis à l'Algérie, représentée par le ministre de la Santé, Mohamed Seddik Ait Messaoudene, au siège de l'OMS, le certificat officiel validant l'élimination du trachome, en recon-

naissance des efforts nationaux soutenus dans la lutte contre les maladies tropicales négligées et le renforcement de la santé publique", précise le communiqué. Cette validation internationale "marque une étape importante dans le processus de développement du système national de santé", traduisant "l'engagement de l'Algérie à répondre aux normes de santé publique les plus rigoureuses et à renforcer les programmes de prévention et de prise en charge sanitaire à travers l'ensemble des wilayas du pays, ce qui a permis d'obtenir des résultats positifs dans la lutte contre les maladies transmissibles et l'élimination du trachome en tant que problème de

santé publique". Cette reconnaissance onusienne marque également "l'aboutissement des efforts soutenus déployés par l'Etat algérien, à travers les différentes structures du secteur de la santé, ainsi que ses cadres et personnels, en vue de promouvoir les services de santé publique et d'améliorer les indicateurs de prise en charge et de prévention, en cohérence avec les objectifs de développement durable en matière de santé, consolidant ainsi la place de l'Algérie aux niveaux régional et international dans le domaine de la santé publique", ajoute la même source.

R. E.

**OUVERTURE DE LA 25E ÉDITION DU SALON INTERNATIONAL À ALGER**

**Le SITEV, une plateforme promotionnelle pour la destination Algérie**

La ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Houria Meddahi, a supervisé, lundi au Palais des expositions des Pins maritimes (Alger), l'ouverture de la 25e édition du Salon international du tourisme et des voyages (SITEV), placée sous le slogan "Algérie, un tourisme authentique et un développement durable", avec la participation d'exposants issus de 41 pays. L'ouverture s'est déroulée en présence du ministre tchadien du Développement touristique, de la Culture et de l'Artisanat, Abakar Rozzi Teguil, dont le

pays y prend part en tant qu'invité d'honneur de cette édition, des membres du gouvernement et du corps diplomatique accrédité en Algérie, ainsi que des responsables d'organismes et d'institutions activant dans plusieurs secteurs concernés. A cette occasion, Mme Meddahi a souligné que la participation de la République du Tchad à cette édition "témoigne de la profondeur des relations historiques et des liens géographiques" unissant les deux pays, et "affirme leur volonté commune de bâtir des passerelles

solides de coopération touristique et économique au cœur de l'Afrique". Dans ce contexte, elle a indiqué que le slogan retenu pour cette édition "traduit la vision stratégique de l'Etat algérien et concrétise les orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à faire du tourisme un levier de diversification économique, dans le cadre d'un modèle touristique algérien fondé sur l'identité culturelle, la diversité naturelle et l'hospitalité, tout en développant un tourisme respectueux de l'environnement et

intégrant les populations locales dans l'édification d'un tourisme authentique". Dans cette optique, le SITEV constitue "une plateforme promotionnelle mettant en lumière la diversité culturelle, historique et naturelle dont regorge l'Algérie, ainsi que la disponibilité de ses infrastructures destinées à accueillir et attirer les touristes", outre le fait de permettre aux investisseurs de prendre connaissance des facilitations juridiques, fiscales et foncières mises à leur disposition.

R. E.

**ÉLIMINATOIRES DES OLYMPIADES DES MÉTIERS**

**260 stagiaires de formation professionnelle au rendez-vous à Constantine**

Au total, 260 stagiaires du secteur de la formation et de l'enseignement professionnels, participent aux éliminatoires de la 2eme édition des olympiades des métiers, ouverte mardi à Constantine, a-t-on appris auprès de son directeur, Abdelkrim Driss. Ces épreuves se déroulent à la place du 1er Novembre 1954 au centre-ville de Constantine et au niveau de 5 centres et instituts nationaux spécialisés relevant de ce secteur, a indiqué à l'APS le même responsable. Ces olympiades concernent 42 spécialités réparties sur 9 filières à l'instar de la pâtisserie, coiffure femme, la maîtrise industrielle, chauffage central, modélisation information du bâtiment et cyber- sécurité, a-t-il fait savoir. Selon le même responsable, ces éliminatoires, qui se poursuivront jusqu'à jeudi prochain, constituent "une véritable opportunité pour échanger les expériences entre les candidats concernés et mettre en valeur les compétences et les qualifications professionnelles des jeunes du secteur ". Cette manifestation vise à encourager l'esprit d'initiative et à ancrer la culture de l'innovation et de la

créativité chez les stagiaires, a-t-il ajouté. Les lauréats de ces éliminatoires seront sélectionnés par un jury composé d'enseignants de la formation professionnelle, de représentants d'entreprises économiques,

d'artisans spécialisés et d'experts du domaine pour représenter la wilaya aux olympiades régionales, prévues à Sétif le 11 juin prochain, a-t-on conclu.

APS

**Mercuriale**

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية  
MINISTÈRE DU COMMERCE INTÉRIEUR  
ET DE LA RÉGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري  
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE,  
DU DÉVELOPPEMENT RURAL ET DE LA PÊCHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 18 ماي 2026  
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 18 Mai 2026

Produits	Prix du détail <sup>1</sup> DA / Kg		أسعار التجزئة <sup>2</sup> دج / كغ		المنتجات
	معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	60	70	51	البطاطا
	Tomate	87	101	73	الطماطم
	Oignon sec	94	104	84	البصل الجاف
	Ail sec	694	790	598	الثوم الجاف
	Ail vert	195	221	170	الثوم الأخضر
	Carotte	103	117	89	الجزر
	Navet	108	122	95	اللفت
	Petit pois	188	211	166	الجببانة
	Fève verte	75	85	64	الفول الأخضر
	Courgette	144	160	128	الكوسة
Fruits frais	Haricot vert	285	318	252	الفاصولياء الخضراء
	Laitue	101	116	87	الخس
	Orange	289	335	243	البرتقال
	Citron	247	276	218	الليمون
Produits d'origine animale	Pomme locale	513	622	404	التفاح المحلي
	Datte	497	624	370	التمر
	Banane	470	489	452	الموز
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	2004	2166	1842	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	373	385	360	الدجاج
	Œufs (Unité)	16	17	15	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	97	103	91	حليب البقر (لتر)

**Dernière composition de DZAIRINDEX**

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Câture	Ris %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Valeur transmise	Valeur transmise DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	945,00	945,00	0,00	0,04	-11,29	8,09	10,14	190	91 706,00
BANQUE DE DÉVELOPPEMENT LOCAL	BCL	1 288,00	1 287,00	-0,14	0,08	-8,83	8,88	9,07	14048	26 524 983,00
BIOPHARM	BIO	2 558,00	NC	0,00	0,05	1,11	8,58	8,38	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 090,00	2 090,00	-1,00	-0,73	-7,78	9,87	8,04	1996	3 302 124,00
EGH El Azzoual	AJR	380,00	NC	0,00	0,00	-4,77	4,55	-	0	0,00
SADAL	SAI	445,00	NC	0,00	0,78	8,58	4,21	4,72	0	0,00

## ÉLECTRICITÉ

# L'Algérie vise à exporter plus de 15 000 mégawatts

*Le ministre de l'Énergie et des Énergies renouvelables, Mourad Adjal, a souligné, lundi après-midi dans la wilaya de Biskra, que l'Algérie, "forte de ses potentialités et de son excédent de production, ambitionne de devenir un pôle majeur de l'exportation d'électricité".*

Par R E/APS

Il a précisé, en marge de l'inauguration d'une centrale photovoltaïque d'une puissance de 200 mégawatts dans la commune d'El Ghrous, en présence du wali de Biskra, Lakhdar Seddas, que l'Algérie, "devenue un pôle important dans le domaine de l'énergie sur le continent africain, est aujourd'hui en mesure d'exporter de grandes quantités d'électricité", avant de souligner que les hautes autorités du pays "visent à exporter, à long terme, plus de 15.000 mégawatts".

Le ministre a ajouté que la première phase de ce projet "lancée effectivement

il y a deux ans, porte sur une production de 3.200 mégawatts", soulignant que les centrales photovoltaïques d'El Ghrous et de Tendla (wilaya d'El Meghaïer), qui produisent 400 mégawatts, inaugurées ce lundi, "s'inscrivent dans le cadre de cette phase qui figure au programme du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, en matière d'énergie".

Il a également indiqué, dans ce même contexte, que l'Algérie "s'active avec des partenaires en Afrique et en Europe pour la réalisation d'un câble sous-marin permettant d'exporter d'importantes quantités de cette énergie". Évoquant l'importance de la réalisation de telles centrales,

le ministre a affirmé qu'elles constituent "un atout majeur dès lors qu'elles renforcent le réseau électrique national, contribuent à la production d'une énergie verte exportable, réduisent les émissions de dioxyde de carbone, limitent l'utilisation des combustibles fossiles et permettent de dégager d'importantes quantités de gaz qui seront destinées à l'exportation".

Le ministre a également précisé qu'au titre du programme d'action de son département, le raccordement au réseau électrique "couvre tous les secteurs, dont l'agriculture", ajoutant, à ce propos, que la wilaya de Biskra a réalisé un "bond en avant" dans ce domaine, puisque plus de

13.000 exploitations agricoles, sur un total de 16.000, sont raccordées à cette énergie vitale, et que le taux de couverture électrique y atteint près de 90 %, dépassant ainsi le taux national estimé à 75 %. M. Adjal a également souligné que la wilaya de Biskra dispose d'une capacité énergétique supérieure à 1.280 mégavolt ampères (MVA), dont "seulement 51 % sont exploités", ce qui reflète, a-t-il dit, "l'autosuffisance énergétique de la wilaya", soulignant que les efforts continus déployés sur le terrain par le groupe Sonelgaz "visent à pallier les lacunes et à renforcer les réseaux, de concert avec les autorités locales".

## HYDROCARBURES

## L'Algérie et le Niger veulent renforcer leur coopération

Par Reda Hadi

Le ministre d'Etat, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, a reçu, hier à Alger, une délégation du ministère du Pétrole de la République du Niger, conduite par le secrétaire général, Abdoul Karim Mohamed Ali, indique un communiqué du ministère.

Lors de la rencontre, les deux parties ont examiné les moyens de renforcer la coopération sur toute la chaîne de valeur des hydrocarbures, notamment en matière de raffinage, de pétrochimie, de forage et de développement des produits pétroliers au Niger avec le concours de Naftal.

Cette rencontre, tenue en présence du directeur général de la Société nigérienne du Pétrole (Sonidep) et de cadre des deux côtés, s'inscrit dans le cadre de la visite de travail qu'effectue en Algérie une délégation ministérielle nigérienne de haut niveau, conduite par le ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur, de la Sécurité publique et de l'Administration du territoire.

Les deux parties ont également passé en revue les conclusions de la visite technique effectuée par les membres de la délégation nigérienne au niveau de plusieurs installations et infrastructures du groupe Sonatrach à Boumerdès et à Hassi Mes-

saoud, où ils ont pris connaissance du potentiel technique et humain et de l'expertise de l'Algérie dans les domaines de l'exploration, de la production, de la formation et de services pétroliers. A cette occasion, M. Arkab et le responsable nigérien ont évoqué les perspectives de développement des produits pétroliers au Niger avec le concours de Naftal, en sus de la promotion du contenu local et de l'échange d'expertises en matière de gestion des données pétrolières et environnementales et des services pétroliers.

Le ministre d'Etat a réaffirmé la disposition de l'Algérie, à travers le

groupe Sonatrach et ses filiales, à accompagner la République du Niger dans le développement de son secteur des hydrocarbures, à travers le transfert de l'expertise et du savoir-faire algériens, l'intensification des programmes de formation et de perfectionnement au profit des cadres et techniciens nigériens, notamment via l'Institut algérien du pétrole (IAP) et les différentes écoles et instituts spécialisés de Sonatrach.

De son côté, la délégation nigérienne s'est félicitée du niveau de coopération entre les deux pays, saluant la qualité du programme technique et scientifique tracé pour sa visite, ainsi que la grande expérience du groupe

Sonatrach, au regard de son rôle dans le développement des compétences énergétiques à l'échelle africaine.

Au terme de la rencontre, ajoute la même source, les deux parties ont réaffirmé leur volonté commune de renforcer le partenariat algéro-nigérien dans le secteur des hydrocarbures, d'intensifier les échanges techniques et scientifiques entre les entreprises des deux pays et de contribuer ainsi au développement économique et à la promotion d'une coopération intra-africaine renforcée dans l'industrie pétrolière et gazière.

## DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE PÉTROCHIMIQUE

## Les orientations du Président Tebboune saluées

Des économistes ont salué les orientations données par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, lors de la réunion du Conseil des ministres qu'il a présidée, dimanche, en vue de développer l'industrie pétrochimique, estimant qu'elles reflètent son engagement à accélérer le processus de transformation économique et de passer à une nouvelle étape en matière de valorisation des ressources naturelles.

Dans ce cadre, l'expert international en développement économique, Abderrahmane Hadeif, a estimé, dans une déclaration à l'APS, que l'accent mis par le président de la République sur l'accélération des projets de transformation pétrochimique démontre une "volonté politique de poursuivre l'accélération du processus de transformation économique" et reflète "une conscience stratégique de l'importance de maîtriser les chaînes de production et de valeur, en tant que principale voie pour la construction d'une véritable souveraineté économique".

M. Hadeif a souligné que l'orientation vers les industries manufacturières "n'est plus un choix conjoncturel, mais une nécessité économique imposée par les nouvelles mutations mondiales",

soulignant que "la puissance des Etats se mesure à leur capacité à produire de la connaissance, de la technologie et de la valeur ajoutée".

Il a ajouté que le développement de cette industrie constitue une "étape charnière dans le processus de maîtrise de la chaîne de valeur industrielle, depuis l'extraction du pétrole et du gaz jusqu'à leur transformation en produits industriels à usages multiples et à haute valeur marchande".

Il a également salué l'orientation continue de l'Algérie à allouer davantage de ressources naturelles brutes (gaz naturel ou dérivés pétroliers) aux industries de transformation pour la production de plastiques, de polymères, d'engrais, de produits chimiques industriels et de divers produits utilisés dans les secteurs du bâtiment, de l'agriculture et de l'industrie pharmaceutique, au lieu de les exporter à l'état brut.

Cette approche permettra, a-t-il dit, de réaliser une plus grande intégration locale et de réduire la dépendance aux importations, tout en ouvrant la voie à l'émergence d'un écosystème industriel intégré reliant les petites et moyennes entreprises (PME) aux grands groupes industriels au sein d'un réseau de production national interconnecté, créant

ainsi une forte valeur ajoutée locale. De son côté, l'économiste Houari Tigharsi a expliqué que l'expertise acquise par l'Algérie dans l'exploration, la production, le transport et la transformation est à même de donner un nouvel élan aux industries pétrochimiques telles que le plastique, les engrais, les fibres synthétiques, le caoutchouc synthétique et divers produits chimiques utilisés dans de nombreuses filières industrielles, contribuant ainsi à augmenter la part des ressources valorisées localement.

Il a souligné que l'Algérie possède tous les atouts nécessaires pour réussir cette industrie, notamment un vaste réseau de transport de gaz et de pétrole, ainsi que de nombreux ports, des zones industrielles extensibles, la disponibilité locale de la matière première et une expertise technique et d'ingénierie accumulée.

Evoquant le projet de phosphate intégré de Bled El Hadba (Tébessa), l'expert a indiqué que l'accélération de sa réalisation revêt des "dimensions économiques et stratégiques majeures, compte tenu des importantes réserves de phosphate dont dispose l'Algérie et de la hausse croissante de la demande mondiale sur les engrais", soulignant

que la véritable valeur "ne réside pas seulement dans l'extraction de la matière brute, mais dans sa transformation au sein du tissu industriel national". Pour rappel, le président de la République avait insisté, dimanche lors de la réunion du Conseil des ministres, sur la nécessité de redoubler d'efforts pour créer un tissu industriel intégré dans le domaine de la pétrochimie, qui permettra à l'Algérie d'être en tête des pays producteurs dans ce secteur. Il a également souligné "la nécessité d'intensifier le travail et de redoubler d'efforts dans le domaine de la pétrochimie, afin de créer un tissu industriel intégré, à la hauteur de l'expertise de l'Algérie dans le secteur des hydrocarbures", ajoutant que "l'objectif suprême dans ce domaine est de permettre à l'Algérie d'être en tête des pays producteurs de ces matières, notamment l'hélium".

Le président de la République a aussi ordonné d'accélérer "l'exploitation des importantes potentialités dont dispose l'Algérie pour la production de matières premières utilisées dans l'industrie du plastique, ce qui permettra de réduire l'importation".

APS

## MÉDÉA

**Des travaux d'ouverture de nouvelles routes en zones rurales "bientôt" lancés**

Des travaux d'ouverture et d'aménagement de nouvelles routes seront lancés "bientôt" à travers de nombreuses zones rurales de la wilaya de Médéa dans le but de revitaliser ces régions et désenclaver leurs villages et hameaux enclavés, a-t-on appris, lundi, auprès des services de la wilaya.

Ces travaux sont financés dans le cadre de la caisse de garantie et de solidarité des collectivités (CGSCL) et du programme d'aide au développement sociale et économique des communes (ADSEC), au titre de l'exercice 2026, a-t-on fait savoir.

Une fois réalisées, ces routes vont désenclaver plusieurs villages éparpillés à travers les zones rurales des communes de Si-Mahdjoub, Ouled-Antar, El-Azzizia, Tablat, Harbil, Ouamri, Ouled-Deid et Guelb El-Kebir, a-t-on indiqué.

Ces routes seront reliées à des chemins communaux et de wilaya qui assurent la jonction entre les chefs-lieux des communes ciblées et les régions concernées par ce projet, facilitant, d'une part, le déplacement des habitants, et contribuant, d'autre part, au développement des activités agricoles, a souligné la même source.

Les services de la wilaya citent, à ce propos, les projets d'ouverture et d'aménagement de routes pour le désenclavement des villages d'Ouled-Azziz, El-Aidaouia, Lasbet, dans la commune d'Ouled-Deid, les villages de Bouhaniche et Boualami, commune d'Ouamri, ainsi que les villages de Beni-Djoughlal, El-baida et Nouaoura, situés dans la commune de Tablat.

Des projets de désenclavement sont programmés également dans la commune de Touahria et El-Merdja, en plus des projets qui toucheront les villages de Ouled Zidane (El-Azzizia), El-Hamra (Ouled Antar), Ain Mokrane (Si Mahdjoub) et El-Khechacheda, Ouled El-Hadj et Sidi Brahim, dans la commune de Guelb El-Kebir, a-t-on fait savoir.

**UNIVERSITÉ LARBI BEN-M'HIDI D'OUAM EL BOUAGHI****58 labels "projet innovant" déposés**

Des étudiants porteurs de projets à l'université Larbi Ben-M'hidi d'Ouam El Bouaghi, ont obtenu 58 labels de projets innovants, a indiqué, mardi, le directeur de l'incubateur d'affaires de cet établissement d'enseignement supérieur, Mohamed Elyas Siradj. Le même responsable a précisé à l'APS que les 58 labels ont été attribués à des projets innovants dans plusieurs domaines tels que la médecine, la numérisation, l'informatique, l'urbanisme, la construction et la gestion des déchets.

Il a ajouté que les porteurs de projets ayant obtenu ce label s'étaient inscrits sur la plateforme "Startup.dz" rattachée au ministère de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises.

L'obtention de ce label offre, outre l'opportunité de transformer un projet en start-up, une série d'avantages comme la participation à des foires et à des compétitions nationales et internationales, ainsi que des avantages fiscaux et autres, selon la même source.

R. E.

## DISTRIBUTION ÉNERGÉTIQUE

**El-Meghaïer réalise des indicateurs encourageants**

Le ministre de l'Energie et des Energies renouvelables, Mourad Adjal a indiqué, lundi à El-Meghaïer, que des indicateurs de développement encourageants ont été réalisés dans la wilaya en matière de service public dans l'électricité et le gaz.

S'exprimant en marge d'une visite de travail, le ministre a affirmé que "la wilaya d'El-Meghaïer a réalisé des indicateurs de développement encourageants en matière de service public dans la distribution de l'électricité et du gaz, grâce aux efforts déployés par les pouvoirs publics dans la réalisation de projets d'investissement dans le secteur énergétique".

Ces efforts ont permis d'atteindre un taux de couverture de 98% en électricité et 90% de raccordement au réseau de gaz naturel, a-t-il précisé.

Et d'ajouter que la wilaya a réalisé une "autosuffisance notable" en production électrique dépassant les 240 mégavolts, dont seule une partie de 158 mégavolts est exploitée en période de pic de

consommation, attestant, ainsi, de l'amélioration du service public et la satisfaction efficace de la demande de l'investissement industriel et agricole dans la région.

El-Meghaïer, a poursuivi M. Adjal, s'est vue accorder des programmes susceptibles de renforcer son dispositif énergétique à travers ses régions, à l'instar des projets de transfert électrique des communes d'El-Meghaïer et Oum-Tiour, qui entreront en service en 2027.

S'agissant des efforts d'accompagnement de l'investissement agricole, le ministre a fait état de "résultats positifs" en termes de concrétisation des programmes d'électrification agricole, avec le raccordement de plus 1.591 exploitations agricoles et la programmation de plus de 1.600 autres.

## EL-MENIAA

**Exposition sur les perspectives de valorisation de la tapisserie locale**

Les perspectives de valorisation et de promotion de la tapisserie traditionnelle de la région d'El-Meniaa ont été mises en avant lors d'une exposition consacrée à ce patrimoine culturel, abritée par le Musée public national d'El-Meniaa dans le cadre du Mois du Patrimoine (18 avril-18 mai).

Placée sous le signe "Le tapis traditionnel : patrimoine séculaire et des perspectives prometteuses", l'exposition a regroupé des artisans activant dans le domaine du tissage et de la confection traditionnelle du tapis, ve-

nues des différentes communes de la wilaya, dans le but de promouvoir ce produit ancestral authentique.

La Directrice du Musée, Hiba Ressioui a affirmé que cet événement culturel met en valeur le tapis traditionnel authentique, une facette du patrimoine reflétant l'histoire de la créativité de la femme algérienne en général.

Il a aussi pour objectif, la promotion et la préservation de ce patrimoine des risques de disparition, mais aussi l'encouragement des artisanes à pérenniser ce métier séculaire, qui constitue une res-

source vivrière et économique pour de nombreuses familles, a-t-elle expliqué.

Approchée par l'APS, l'artisane Aicha Ghomid a mis en avant la nécessaire préservation de ce métier et sa transmission aux générations futures, en tant que legs témoignant de la grande histoire et de l'authenticité de la région.

Elle estime nécessaire l'organisation d'ateliers d'artisanat qui, à son avis, seront d'un grand apport dans la perpétuation de ce legs, en plus de générer de nouvelles ressources à travers la

commercialisation des produits auprès des touristes affluant dans la région.

L'exposition qui a duré deux jours (16-17 mai) a compris également une conférence thématique sur les activités artisanales liées à la tapisserie.

Dans ce cadre, Hadjer Azizaoui, formatrice spécialisée en teinture de la laine à base de plantes, a expliqué les techniques de la coloration avec des plantes, le choix de la matière première, dont la laine naturelle, et les méthodes d'utilisation des plantes.

APS

## SIDI BEL-ABBES

**Activation du plan d'organisation des secours de la wilaya lors d'un exercice de simulation d'extinction d'un incendie à la forêt de Bouhriz**

Le plan d'organisation des secours (ORSEC) de la wilaya de Sidi Bel-Abbes pour l'année 2026 a été activé, lundi, à travers l'organisation d'un exercice de simulation reproduisant le déclenchement d'un incendie à la forêt de Bouhriz, dans la commune d'El Amarna. Cette manœuvre vise à tester le niveau de préparation des différents modules sécuritaires et civils face aux catastrophes et aux crises, a-t-on appris auprès des services de la Protection civile.

La cellule d'information et de communication a précisé que le scénario de cet exercice pratique, dont le coup d'envoi a été donné par le wali de la wilaya, Kamel Hadji, a porté sur le déclenchement d'un incendie de grande ampleur au niveau de la forêt de Bouhriz (commune d'El Amarna, daïra de Sidi Lahcen). Le signalement de personnes disparues à l'intérieur de la zone forestière ciblée a nécessité une intervention immédiate et l'activation du plan de la wilaya, avec la participation de tous les modules

concernés prévus par la loi.

Dans le cadre de l'organisation sur le terrain de la gestion de crise, quatre postes de commandement et de logistique spécialisés ont été installés à l'instar du poste de commandement Fixe (PCF) : sous la supervision directe du wali de la wilaya pour suivre l'évolution de la situation et prendre les décisions stratégiques, le Poste de Commandement Opérationnel (PCO) : dirigé par le directeur de la Protection civile de la wilaya pour orienter les équipes sur le terrain, le Centre de Regroupement des Moyens (CRM) : pour garantir le flux et la disponibilité logistique des équipements et des camions et un Poste Médical Avancé (PMA) : pour la prise en charge rapide et les premiers secours des victimes virtuelles sur place.

La même source a indiqué que cette simulation sur le terrain vise principalement à tester les mécanismes d'activation du plan ORSEC de la wilaya et à mesurer son efficacité. Elle permet également de constater de visu le degré de

préparation et de disponibilité des différents secteurs et modules intervenants, en plus de renforcer la coordination et la cohésion entre les partenaires sécuritaires et civils afin de garantir une réponse rapide et efficace en cas de catastrophes réelles.

Pour mener à bien cet exercice, la direction de la Protection civile de la wilaya de Sidi Bel-Abbes a mobilisé d'importants moyens humains et matériels, comprenant 17 unités d'intervention, 17 camions d'extinction, 07 ambulances, ainsi que 03 camions dédiés au matériel, appuyés par la colonne mobile de lutte contre les feux de forêts. L'opération a été encadrée sur le terrain par 180 agents de différents grades.

Pour rappel, l'organisation de cet exercice virtuel intervient conformément à l'article 47 du décret exécutif 19-59, qui stipule la nécessité de réaliser périodiquement des exercices de simulation afin d'évaluer l'efficacité et la coordination des plans stratégiques de secours.

APS

## LA RELATION SOCIALE, L'ÉCHANGE ET LA PRODUCTION

**De l'âge de la défiance à l'âge de la confiance**

*Le marchandage a gagné toutes les relations sociales, mais l'enrichissement ne passe pas par la production. L'intérêt individuel a gagné toutes les relations, mais les intérêts individuels ne convergent pas. La compétition sociale est centrifuge. Par conséquent, les services publics se dégradent. C'est que l'on a eu tendance à réduire les croyances sociales aux croyances de l'homo-economicus occidental.*

5<sup>e</sup> partie

«Que sont les institutions ? Peut-on les assimiler aux lois, aux normes informelles, aux organisations établies, aux contrats, aux mentalités, ou à une combinaison de ces éléments ? La définition adéquate d'un concept tel que celui d'institution dépend de l'objectif de l'analyse. Prenons l'exemple suivant : si les institutions ont un impact sur la performance économique, pourquoi les autres économies ne pourraient-elles pas s'inspirer des meilleures institutions des économies les plus performantes ? C'est la question centrale soulevée par D. North dans un ouvrage fondamental sur les institutions (North, 1990). Pour y répondre, North conçoit les institutions comme les règles du jeu au sein d'une société. Il existe deux types de règles : les règles formelles (constitutionnelles, relatives aux droits de propriété et contractuelles) et les règles informelles (normes et coutumes). Ainsi, même si de bonnes règles formelles sont empruntées à l'extérieur, des tensions peuvent apparaître, car les règles informelles, propres à la société, sont inertes et difficiles à adapter. Le changement est inévitable. De ce fait, une institution empruntée peut se révéler inapplicable et non fonctionnelle. »[11]

**De l'âge de la défiance à l'âge de la confiance**

Le développement du marché, la mobilité sociale et géographique « désencastrent » l'individu de ses relations familiales et, en multipliant ses échanges avec des étrangers, produit de la défiance. Ils ouvrent l'âge de la défiance. Mais la société n'est pas condamnée à rester enfermée dans cet âge. La confiance interpersonnelle ayant perdu son milieu et ses automatismes, il faudra du temps pour que se construisent les institutions productrices de confiance interpersonnelle et leur milieu. Le passage d'une confiance interpersonnelle particularisée, dégradée de surcroît, à une confiance interpersonnelle généralisée ne peut être éprouvé qu'au travers de l'expérience sociale et ses structures de pouvoir.

La production de la confiance interpersonnelle par des institutions ne peut être qu'expérimentée. Aux liens personnels devront s'ajouter des artefacts sociaux comme médiation aux rapports de personnes qui se sont étendus. Les institutions comme artefacts sociaux doivent transformer la méfiance (dans des étrangers) en confiance (dans des étrangers devenus familiers), elles doivent transformer des étrangers en familiers. Les artefacts sociaux familiarisent des étrangers, ils rendent leur comportement prévisible[12]. La confiance entre des personnes doit se transformer



en confiance entre les individus par des institutions. On peut ici se référer à la théorie wébérienne de la routinisation du charisme. Confiance interpersonnelle et confiance dans les institutions peuvent alors se compléter, la confiance dans les institutions produisant certains résultats se substituant et complétant la confiance dans les personnes. Nous avons fait abstraction jusqu'ici de la confiance personnelle, de la confiance de la personne en elle-même. Il va de soi que nous ne pouvons pas obtenir de confiance interpersonnelle sans confiance personnelle : qui doute de lui-même ne peut être fiable ni peut faire confiance à autrui. Il faut prendre en compte la confiance personnelle pour compléter le continuum entre confiance interpersonnelle et confiance sociale que l'on pourrait d'abord exprimer ainsi : au départ il y aurait la confiance personnelle qui rend possible la confiance interpersonnelle et c'est la confiance interpersonnelle qui en se donnant les institutions sociales nécessaires lui permettront de se généraliser. Mais si l'on prend la confiance personnelle non comme point de départ, comme donnée, mais comme une variable, le continuum devient circulaire. Le processus de production de la confiance n'a pas de début en réalité. Car à moins de supposer qu'elle vienne comme dans le charisme wébérien d'une puissance supérieure, d'où viendrait la confiance personnelle, sinon de la confiance interpersonnelle ? On peut lui supposer une certaine indétermination au départ, comme à la naissance, et encore les scientifiques de la vie et de la

psychologie peuvent-ils en redire, mais la confiance personnelle ne finit par se stabiliser et se renforcer, en règle générale, que dans les rapports avec les autres personnes. Ainsi, peut-on dire, que la confiance circule entre les personnes, individuelles et collectives, se renforçant ou se dégradant, telle une énergie sociale parcourant les mécanismes sociaux. Et c'est là que nous retrouvons, d'une certaine manière, l'esprit de corps d'Ibn Khaldoun comme effet de la confiance interpersonnelle particularisée, et la compétitivité sociale comme effet de la confiance interpersonnelle particularisée ou généralisée. Dans les sociétés modernes, composée d'individus séparés, la confiance sociale circule par le canal d'artefacts sociaux par lesquels les individus éprouvent leur confiance et leur force mutuelles. Lorsque des institutions (ou organisations) exemplaires sont importées de sociétés performantes, la complémentarité de la confiance dans les personnes et de la confiance dans les institutions n'est pas donnée. La performance des institutions importées doit être vérifiée par leur mise à l'épreuve, par leur expérimentation. Si ces institutions importées ont gagné la confiance de l'élite par leur exemplarité, l'expérience historique en jugera. Il s'agira de voir comment ces institutions interagissent avec les institutions informelles, savoir si elles réussissent à faire corps confiant à la société. Favoriseront-elles son processus d'institutionnalisation ou l'entraveront-

elles ? Car la société n'est pas une table rase, elle a une histoire, une mémoire. Il ne suffira pas de constater les écarts entre les promesses des institutions importées et leurs résultats sur les interactions sociales, les écarts entre la théorie et la pratique, il faudra rétablir leur unité. La défiance des élites dans la société est la première cause de défiance sociale.

Par ailleurs ces institutions peuvent être concurrentes et/ou complémentaires à différents niveaux. La confiance interpersonnelle peut être concurrente de la confiance sociale à un niveau (dans un domaine, un champ) et être complémentaire à un autre. Elle peut être positive à un niveau et négative à un autre. La confiance ne peut se prendre indépendamment de son contraire, l'une se substitue à l'autre, l'une complète l'autre, l'une se convertit dans l'autre. Il n'y a pas de confiance pure. Elles se complèteront dans une société confiante, se concurrenceront dans une société défiante. Il faut tenir compte de l'interaction entre les différents champs/niveaux pour être en mesure de faire progresser la confiance interpersonnelle d'un champ/niveau à un autre ou d'un champ à un autre.

On peut définir notre société, avec les changements rapides qui l'ont affectée, comme une société de la défiance, une société où l'intérêt personnel a gagné jusqu'aux rapports familiaux.

(A suivre)

(\*) Enseignant chercheur en retraite, Faculté des Sciences économiques, Université Ferhat Abbas Sétif ancien député du Front des Forces Socialistes (2012-2017), Béjaïa.

## ÉGYPTE

## Les réserves internationales dépassent les 53 milliards de dollars en avril 2026

La Banque Centrale d'Égypte (BCE) a annoncé que les réserves internationales ont atteint 53,01 milliards de dollars à la fin du mois d'avril 2026, contre 52,831 milliards à la fin du mois de mars.

Cette progression de 178 millions de dollars marque le 44e mois consécutif de croissance ininterrompue des avoirs extérieurs du pays. Pour le septième mois d'affilée, les réserves se maintiennent ainsi au-dessus du seuil critique des 50 milliards de dollars.

Ce montant permet de couvrir plus de six mois d'importations, dépassant largement le seuil critique de trois mois, explique la BCE.

Ce stock s'appuie, en plus de l'or, sur un panier de devises internationales diversifié, composé principalement du dollar américain, de l'euro, de la livre sterling, du yen japonais et du yuan chinois.

En parallèle de cette consolidation des réserves, le cours du dollar américain témoigne d'une stabilité notable face à la monnaie nationale. Ce mercredi 6 mai 2026, la BCE a maintenu ses taux de change à 52,62 livres égyptiennes pour l'achat et 52,76 livres égyptiennes pour la vente.

### Dynamisme des transferts et du tourisme

Les transferts de fonds des Égyptiens travaillant à l'étranger ont affiché une dynamique positive en février 2026, atteignant environ 3,8 milliards de dollars, soit une augmentation de 25,7 % par rapport aux 3 milliards enregistrés au cours du même mois de l'année précédente. Parallèlement, le secteur touristique confirme son rôle de pilier de l'économie nationale. Selon le rapport sur la position extérieure de la Banque pour l'exercice fiscal 2024/2025, les revenus du tourisme ont bondi de 16,3 %, s'élevant à 16,7 milliards de dollars contre 14,4 milliards un an plus tôt.

Ces flux massifs de capitaux constituent, avec les transferts des expatriés, les moteurs essentiels permettant à la BCE de maintenir la stabilité de ses réserves internationales.

Agence

## TUNISIE

# La Douane adopte l'intelligence artificielle pour moderniser ses contrôles

Face à la hausse des flux commerciaux et à la sophistication des fraudes, la Tunisie accélère la modernisation de son administration douanière. Les autorités misent désormais sur l'intelligence artificielle pour renforcer le ciblage des opérations à risque et fluidifier le dédouanement des marchandises.

### R I/Agence

La Douane tunisienne poursuit sa transformation numérique avec l'intégration d'un module basé sur l'intelligence artificielle au sein du système national de sélectivité douanière. L'annonce a été faite dans un communiqué publié le samedi 16 mai par la Direction générale des douanes, à l'issue d'une réunion de la commission centrale de gestion des risques douaniers tenue à Tunis.

Le nouveau dispositif s'appuie sur des algorithmes de « machine learning » capables d'exploiter de grands volumes de données douanières afin d'identifier automatiquement les opérations présentant un risque élevé de fraude. Concrètement, le système analyse plusieurs paramètres comme la nature des marchandises, leur origine, leur valeur déclarée, les historiques d'importation ou encore le profil des opérateurs économiques. Grâce à ces modèles prédictifs, l'administration douanière veut améliorer la précision du ciblage des cargaisons suspectes, limiter

les contrôles manuels systématiques et accélérer le traitement des dossiers jugés conformes.

Cette évolution intervient dans un contexte où les autorités cherchent à moderniser l'ensemble de la chaîne douanière afin de soutenir le commerce extérieur et améliorer l'efficacité administrative. La Direction générale des douanes travaille notamment sur le déploiement du système « Sinda 2 », présenté comme une nouvelle génération de plateforme numérique destinée à interconnecter les différentes administrations impliquées dans les opérations douanières. La première phase du projet doit entrer en service d'ici fin 2026.

La Tunisie multiplie également les partenariats internationaux pour accélérer la numérisation de ses services douaniers. En avril dernier, la Douane tunisienne a lancé, en coopération avec la Corée du Sud, un projet de système électronique intégré destiné à numériser davantage les procédures douanières et renforcer la transparence des échanges administratifs avec

les opérateurs économiques.

Les enjeux sont aussi économiques et sécuritaires. Selon les données communiquées par la Douane tunisienne, près de 4000 affaires douanières ont été enregistrées au premier trimestre 2026, pour une valeur totale de marchandises saisies dépassant 51 millions de dinars tunisiens (17,6 millions \$). Les saisies concernaient notamment des devises, de l'or, des cartouches, des vêtements et des produits de contrebande.

À travers l'intégration de l'intelligence artificielle, les autorités tunisiennes cherchent ainsi à améliorer la gestion des risques douaniers, réduire les délais de traitement et renforcer la compétitivité logistique du pays. Cette modernisation s'inscrit dans une tendance plus large observée au sein des administrations douanières, où les technologies d'analyse automatisée deviennent progressivement un levier stratégique pour sécuriser les échanges commerciaux tout en facilitant le commerce légal.

## DÉTROIT D'ORMUZ

## L'Arabie saoudite a réalisé un «miracle logistique»

Une entreprise saoudienne affirme qu'elle viendra bientôt à bout des perturbations des chaînes d'approvisionnement provoquées par la crise dans le détroit d'Ormuz. Les analystes se disent impressionnés.

Des milliers de camions traversent actuellement le désert saoudien afin de contourner les perturbations du trafic maritime dans le détroit d'Ormuz et de préserver une partie des chaînes logistiques, rapporte le Wall Street Journal. Selon le quotidien new-yorkais, le groupe minier saoudien Maaden, contrôlé par l'Etat, a récemment mobilisé en l'espace de deux semaines des opérateurs ferroviaires et des transporteurs routiers pour acheminer des engrais par voie terrestre.

«Nous sommes passés de 600 à 1600, puis à 2000, et maintenant nous avons 3500 camions qui circulent entre le Golfe et la mer Rouge», a affirmé le directeur de Maaden, Bob Wilt, au Wall Street Journal.

Les camions sont conduits par deux chauffeurs et roulent pratiquement sans interruption.

Si cette initiative ne peut ni remplacer les capacités du transport maritime ni résoudre les pénuries de kérosène et d'autres produits énergétiques, elle contribue toutefois de manière significative à atténuer la pénurie d'engrais,

qui menace l'approvisionnement alimentaire mondial.

### Un défi colossal pour contourner Ormuz

Des compagnies maritimes comme MSC et Maersk recourent elles aussi au transport routier. Bob Wilt a indiqué au Wall Street Journal que Maaden aurait résorbé son retard à l'exportation d'ici à la fin mai. «Je ne sais pas si je croyais réellement que nous pourrions y arriver», a-t-il confié.

Des navires de fret chargent des marchandises au port de Khor Fakkan: le trafic y a considérablement augmenté depuis le blocage du détroit d'Ormuz. (Photo d'archive)Image: www.imago-images.de

Le petit port de Khor Fakkan, situé dans le golfe d'Oman, connaît lui aussi une forte hausse du trafic depuis que de plus en plus de transports évitent le détroit d'Ormuz en passant par voie terrestre. Selon le journal, environ 100 camions y circulaient chaque jour auparavant; ils seraient désormais près de 7000.

Jusqu'ici, l'exploitant du port, Gulftainer, se contentait principalement d'y transférer des conteneurs d'un navire à l'autre.

Mais le port est désormais rempli de camions chargés de marchandises. Le trafic hebdomadaire de conteneurs serait passé de 2000 à 50 000 depuis le début

de la guerre menée par Israël et les Etats-Unis en Iran. Gulftainer a donc recruté 900 nouveaux employés en deux semaines et aménagé une nouvelle zone de tri pour poids lourds afin d'organiser et expédier les cargaisons. Farid Belbouab, le directeur de Gulftainer, explique:

«C'est comme s'il fallait monter un orchestre du jour au lendemain pour jouer une symphonie de Mozart»

### L'Arabie saoudite développe son activité dans les terres rares

Pour le groupe saoudien Maaden, la crise constitue également un test grandeur nature. L'Arabie saoudite a demandé à l'entreprise d'augmenter fortement sa production de phosphate, d'or et d'aluminium, avec des investissements prévus d'environ 110 milliards de dollars. En partenariat avec l'entreprise américaine MP Materials, Maaden construit en outre une raffinerie destinée au traitement des terres rares. Le royaume devient ainsi un acteur central dans les efforts occidentaux visant à réduire la dépendance à la Chine.

### Un «miracle logistique» de l'Arabie saoudite

Le transport alternatif à travers le désert était encore considéré comme relative-

ment simple à mettre en place. La situation s'est révélée plus complexe dans les ports de la mer Rouge, qui ne sont pas conçus pour le commerce du phosphate. Maaden y a installé des entrepôts provisoires pour les engrais et mis en place des systèmes de conduites permettant de transférer l'acide sulfurique corrosif – un composant essentiel de la production de phosphate – vers des camions-citernes en acier inoxydable. Mais le transport terrestre reste inefficace, car de nombreux camions repartent à vide depuis les ports, a reconnu Bob Wilt. Toutefois, la forte hausse des prix des exportations compenserait les coûts logistiques supplémentaires. L'entreprise étudie désormais la manière d'adapter ses infrastructures afin de faciliter l'accès aux ports de la mer Rouge, devenus stratégiques.

Au début du conflit, les analystes du cabinet spécialisé CRU doutaient encore de la capacité de l'Arabie saoudite à poursuivre ses exportations. Pourtant, selon les données de l'entreprise d'analyse Kpler, plusieurs cargaisons de phosphate en provenance du port saoudien de Yanbu ont récemment atteint Djibouti, la Thaïlande ou encore l'Argentine. L'analyste de CRU Peter Harrison qualifie désormais cette réaction de crise de «miracle logistique saoudien».

Agence

## EFFICACITÉ DU GOUVERNEMENT

# Classement 2026 des pays africains les plus performants (CGG)

Avec 71 % des pays ayant amélioré leur score global par rapport à 2025, l'Afrique a été la deuxième région la plus performante cette année derrière l'Asie-Pacifique, même si aucun pays du continent ne figure dans le Top 50 mondial.

La République de Maurice, le Rwanda et le Botswana sont les pays africains qui affichent les meilleures performances dans le domaine de l'efficacité du gouvernement en 2026, selon un classement publié le jeudi 14 mai par Chandler Governance Group (CGG), une organisation à but non lucratif qui œuvre à renforcer les capacités du secteur public dans le monde.

Le classement « The Chandler Good Government Index 2026 » mesure l'efficacité des gouvernements de 133 pays du monde indépendamment du système politique ou de l'idéologie, en se basant sur 35 indicateurs regroupés en sept piliers : « Leadership et prospective » (éthique, leadership, vision à long terme, adaptabilité, établissement des priorités, innovation, etc.) ; « Solidité des lois et des politiques publiques » (État de droit, qualité du système judiciaire, transparence, gouvernance, etc.) ; « Institutions fortes » (coordination, capacité en matière de données, qualité de la mise en œuvre des projets, bureaucratie, etc.) ; « Gestion responsable des finances » (niveau de dette publique, budget, dépenses, efficacité des dépenses, risque pays, etc.) ; « Attractivité du marché » (droits de propriété, capacité à attirer les investissements, performances logistiques, compétences, etc.) ; « Influence et réputation mondiales » (commerce international, rayonnement diplomatique, puissance du passeport, image de marque, etc.) ; « Capacité à favoriser l'épanouissement des citoyens » (éducation, santé, emploi, distri-

bution des richesses, performances environnementales, qualité des services publics, non-discrimination, stabilité des prix, etc.).

Les pays couverts par l'indice sont évalués sur une échelle de 0 à 1 pour chacun des indicateurs. Les scores obtenus sont ensuite pondérés de manière égale, normalisés puis agrégés afin d'établir un score final par pays, allant de 0 (faible efficacité gouvernementale) à 1 (efficacité optimale).

La République de Maurice, qui occupe le 55e rang sur les 133 pays étudiés, conserve sa première place au niveau africain depuis le lancement de l'indice en 2021. Ce pays, qui appartient à la catégorie des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, obtient un score global de 0,554 point. Il réalise ses meilleures performances dans les piliers « Solidité des lois et des politiques publiques » (37e place au niveau mondial) et « Institutions fortes » (40e place).

Avec un score global de 0,515 point, le Rwanda (62e rang mondial) occupe la deuxième position sur le plan continental devant le Botswana (70e rang mondial), le Maroc (79e), la Tanzanie (80e), l'Afrique du Sud (85e), l'Égypte (88e), le Bénin (89e), le Ghana (92e).

La Côte d'Ivoire et la Namibie, qui arrivent ex aequo au 94e rang mondial, ferment le Top 10 africain.

À noter que sept pays africains ont fait leur entrée dans l'indice pour la première fois cette année : RD Congo, Liberia, Gambie, Tchad, Lesotho, Guinée et Togo.

## L'Afrique progresse, mais reste en retrait au niveau mondial

Globalement, l'Afrique est la région ayant enregistré la deuxième plus forte progression en 2026, derrière l'Asie-Pacifique. Cette année, 71 % des pays africains figurant dans l'édition 2025 de l'indice ont amélioré leur score global par rapport à l'année précédente. Les notes moyennes de la région dans six des sept piliers de l'indice se sont également améliorées par rapport à 2025. Les progrès les plus marqués ont été enregistrés au niveau des piliers : « Capacité à favoriser l'épanouissement des citoyens » et « Gestion responsable des finances ». Cela suggère que même dans un contexte budgétaire tendu, certains gouvernements africains commencent à stabiliser leurs finances publiques tout en améliorant la prestation de services dans des domaines qui touchent directement les citoyens, notamment les soins de santé, l'éducation et les services publics de base. Malgré ces progrès, l'Afrique reste la région la moins performante de l'indice depuis son lancement en 2021. Le score moyen du continent se situe nettement en dessous de la moyenne mondiale, et aucun pays africain ne figure dans le Top 50 mondial en 2026. À l'échelle mondiale, Singapour conserve le 1er rang dans le classement avec un score global de 0,884 point, devant la Norvège, le Danemark, la Finlande, la Suède, la Suisse, l'Allemagne, les Pays-Bas, les Émirats arabes unis et le Luxembourg.

Agence

## TOGO

## L'inflation reste stable à 0,1 % en avril 2026

À Togo, l'inflation moyenne annuelle est restée stable à 0,1 % en avril 2026, pour le troisième mois consécutif, selon les dernières données publiées par l'Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques (INSEED). Dans le détail, l'indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) s'est établi à 104,6 en avril, en hausse de 0,1 % sur un mois et de 0,7 % sur un an. Cette progression modérée maintient le pays dans les critères de convergence de l'UEMOA, alors que plusieurs économies de la sous-région demeurent confrontées à des tensions inflationnistes plus marquées.

Les principales pressions sur les prix proviennent du logement, de l'électricité, du gaz et des combustibles, dont les coûts ont progressé de 9,8 % sur un an. Les restaurants et services d'hébergement (+2,7 %), la santé (+1,7 %) et les transports (+0,9 %) ont également contribué à la hausse générale.

À l'inverse, les prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées ont reculé de 1,7 % en glissement annuel, tandis que les coûts liés à l'information et à la communication ont baissé de 3,4 %.

Sur le plan mensuel, plusieurs produits frais ont enregistré des hausses sensibles, notamment l'igname (+20,7 %), l'adémè (+23,4 %) et le gombo frais (+17,9 %). Les prix du carburant informel ont également progressé, avec une hausse de 5,9 % de l'essence vendue en rue.

R I

## ÉLECTRICITÉ

## La RDC se tourne vers l'Angola en attendant Inga 3

La République démocratique du Congo cherche à sécuriser une partie de ses besoins énergétiques auprès de l'Angola, en attendant la réalisation du projet Inga 3. Le 14 mai 2026, le ministre congolais des Ressources hydrauliques et de l'Électricité, Aimé Sakombi Molendo, a été reçu à Luanda par le président angolais João Lourenço pour discuter d'un projet d'interconnexion électrique entre les deux pays.

Selon l'agence publique angolaise ANGOP, Kinshasa et Luanda envisagent la construction de deux lignes de transport. La première relierait Malanje, en Angola, à Fungurume, dans le Lualaba, au cœur de la ceinture minière congolaise. La seconde connecterait Soyo, dans la province angolaise du Zaïre, au site d'Inga, en RDC, avec l'objectif d'acheminer jusqu'à 2 000 MW vers le territoire congolais.

Le projet, évalué à « plusieurs centaines de millions de dollars », doit encore faire l'objet d'études techniques approfondies. D'après Aimé Sakombi Molendo, après la présentation du rap-

port au président Félix Tshisekedi, les études devraient être accélérées afin de permettre, dans un délai de 18 mois, l'achèvement de la première ligne Soyo-Inga et le lancement de la liaison Malanje-Dilolo-Fungurume.

L'intérêt de la RDC pour l'électricité angolaise s'explique par son déficit structurel. Malgré un potentiel hydroélectrique souvent présenté comme l'un des plus importants du continent, le pays reste confronté à une offre insuffisante, notamment dans les zones minières. Le sud-est congolais, qui concentre l'essentiel de la production de cuivre et de cobalt, fait face à des besoins croissants en énergie pour soutenir l'activité industrielle. Selon des données du ministère congolais des Mines, le déficit des seuls opérateurs miniers dépasse 1 500 MW. Le projet angolais apparaît ainsi comme une solution de transition avant Inga 3. Le gouvernement congolais cherche à accélérer la gouvernance du futur barrage, mais celui-ci demeure un chantier de long terme. En attendant, l'importation d'électricité

depuis l'Angola permettrait de répondre plus rapidement aux besoins des populations, des industries et des communautés, selon les termes du ministre congolais.

### Plusieurs projets en maturation

Cette nouvelle initiative s'ajoute à plusieurs projets déjà annoncés sur l'axe Angola-RDC. En juillet 2024, Trifigura et ProMarks ont signé un protocole d'accord avec le gouvernement angolais pour étudier la viabilité technique et économique d'un projet régional de transport d'électricité, avec un modèle de partenariat public-privé. Le groupe marocain Somagec a également été associé à un projet de ligne haute tension Angola-RDC d'environ 1,3 milliard de dollars.

En octobre 2025, l'américain Hydro-Link a, de son côté, finalisé les accords préliminaires pour une ligne de 1 150 km destinée à importer 1,2 GW d'électricité angolaise vers les zones minières du sud-est congolais, pour un coût estimé à 1,5 milliard de dollars.

L'enjeu dépasse donc la seule coopération bilatérale. Pour la RDC, il s'agit de sécuriser l'alimentation électrique de son industrie minière et de réduire un goulet d'étranglement qui pèse sur la transformation locale. Pour l'Angola, ces projets ouvrent la voie à la valorisation de ses surplus hydroélectriques et à un positionnement comme fournisseur régional d'énergie. Selon la Banque africaine de développement (BAD), l'Angola dispose d'un surplus exportable d'énergie hydroélectrique propre, qui devrait atteindre 3,5 GW d'ici 2027.

Reste à clarifier l'articulation entre ces différents projets, leurs financements, leur calendrier et le rôle respectif de la SNEL, des autorités angolaises et des opérateurs privés. À ce stade, l'annonce de Luanda confirme surtout une tendance : avant de pouvoir compter sur Inga 3, la RDC cherche déjà son électricité au-delà de ses frontières.

Agence

BOURSES

# L'Europe clôture en baisse, Wall Street touche de nouveaux records

Wall Street a terminé sur de nouveaux sommets vendredi, faisant fi des nouvelles tensions entre l'Iran et les Etats-Unis, tandis que les Bourses européennes ont clôturé dans le rouge, plus prudentes face à l'incertitude géopolitique.

La Bourse de New York, le Nasdaq (+1,71%) et l'indice élargi S&P 500 (+0,84%) se sont respectivement établis à 26.247,08 et 7.398,93 points en clôture, de nouveaux records. Le Dow Jones est resté proche de l'équilibre (+0,02%). "Aucune mauvaise nouvelle ne semble pouvoir freiner ce marché", observe auprès de l'AFP Sam Stovall, de CFRA. "Même pas la reprise des hostilités entre Washington et Téhéran." Des affrontements ont éclaté vendredi dans le détroit d'Ormuz entre les Etats-Unis et l'Iran, au moment où Washington attend une réponse de Téhéran à sa dernière proposition en vue de mettre durablement fin au conflit. "Mais les investisseurs (américains) ne se laissent pas décourager par une éventuelle faiblesse conjoncturelle future", remarque Jose Torres, d'Interactive Brokers. "Compte tenu des gains récents" Sam Stovall estime toutefois qu'un "repli du marché dans un avenir proche" ne serait pas "surprenant". La place américaine n'a pas non plus été chamboulée vendredi par la publication d'un indice mesurant le moral des consom-

mateurs américains, qui a atteint un plus bas historique face au coût de la vie. Et les investisseurs ont salué vendredi le rapport sur le marché du travail en avril aux Etats-Unis, qui a montré la création de 105.000 emplois le mois dernier (contre 60.000 anticipé). Sur le Vieux Continent, en revanche, les doutes ont gagné les esprits. Les indices européens ont terminé dans le rouge, à l'image de Francfort (-1,32%), Paris (-1,09%) et Londres (-0,43%). Seule la Bourse de Milan est restée stable (-0,00%). A Zurich, le SMI a cédé 0,26%. En Europe, les opérateurs sont restés focalisés sur la situation au Moyen-Orient, qui reste "floue et ne devrait pas se clarifier rapidement", relève Andreas Lipkow, analyste pour CMC Markets.

**Légère hausse du pétrole**

Les cours du pétrole ont terminé en petite hausse vendredi, malgré les nouveaux accrocs au cessez-le-feu au Moyen-Orient. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord a pris 1,23% à 101,29 dollars. Son équivalent américain, le baril de West

Texas Intermediate, a gagné 0,64% à 95,42 dollars. Les prix restent nettement inférieurs à ceux observés il y a une semaine. Pour l'instant, "le marché donne une chance à la paix", explique Arne Lohmann Rasmussen, analyste chez Global Risk Management. "Même en cas d'accord, toutefois, les prix du pétrole ne devraient baisser que de manière limitée dans un premier temps, car un retour à la normale n'est pas à prévoir pour l'instant", prévient Barbara Lambrecht, de Commerzbank.

**Expedia expédiée**

A Wall Street, la plateforme de réservation de voyages Expedia (-9,02% à 229,98 dollars) a souffert de prévisions jugées décevantes par les investisseurs pour le trimestre en cours. Ses résultats pour les trois premiers mois de 2026 se sont également révélés inférieurs aux anticipations des ana-

lystes. A l'inverse, le site de location immobilière de courte durée Airbnb (+0,73% à 141,49 dollars) a terminé dans le vert, aidé notamment par un chiffre d'affaires au-dessus des attentes pour le premier trimestre. Commerzbank coupe dans ses effectifs. La banque allemande Commerzbank a dévoilé vendredi un plan de départs de 3.000 salariés et réaffirmé sa volonté de conserver son indépendance face à l'offre de reprise hostile officialisée mardi par l'italienne UniCredit pour 35 milliards d'euros. Pour 2026, elle a relevé à "au moins 3,4 milliards d'euros" son objectif de résultat net, après avoir fait état vendredi d'un solde en progression annuelle de 9% à 913 millions d'euros au terme du premier trimestre, supérieur aux attentes des analystes sondés par Factset. Les investisseurs n'ont toutefois pas été convaincus: le titre a perdu 3,98% à 35,44 euros à Francfort.

Agence

BOURSE ZURICH


## Les indices accélèrent en fin de matinée

La Bourse suisse augmentait la cadence mardi à l'approche de la mi-journée, après avoir bouclé la première séance de la semaine sur des gains modérées et ouvert la seconde en petite hausse. Le regain de confiance s'inscrivait dans le sillage d'une nouvelle valse-hésitation de Donald Trump sur les frappes promises à l'Iran en cas d'absence d'accord. L'occupant de la Maison Blanche a annoncé lundi soir avoir renoncé à une attaque contre l'Iran prévue mardi, en réponse à une demande de dirigeants de pays du Golfe. Le milliardaire a aussi affirmé que des "négociations sérieuses" avaient lieu. Mais il a aussi assuré que Washington était prêt à lancer "une attaque totale et à grande échelle" sur l'Iran "si un accord acceptable n'était pas trouvé" avec Téhéran. Prenant acte des divergences persistantes qui prolongent le verrouillage du détroit d'Ormuz et - partant - contrarient une normalisation des prix des hydrocarbures, les économistes d'UBS revoient à la baisse leur prévision de croissance et à la hausse leur projection de croissance pour la Suisse en 2026. "Si des frictions sur le marché pétrolier entraînent des pénuries d'énergie ou même des pannes, des prix supérieurs à 150 dollars le baril sont envisageables. Dans un tel scénario, les préoccupations inflationnistes s'estomperaient et les craintes de récession domine-

raient, y compris pour l'économie suisse," préviennent les experts de la banque aux trois clés. A l'approche de 11h00, le Swiss Market Index (SMI) gagnait 0,88% à 13'383,81 points, le Swiss Leader Index (SLI) 1,14% à 2130,99 points et le Swiss Performance Index (SPI) 1,07% à 18'916,17 points. Sur les 30 principales valorisations, seul le logisticien Kühne+Nagel se démenait encore sur l'équilibre, quand le géant de l'électrotechnique ABB s'y accrochait. Les valeurs de la santé tendaient à prendre de l'embonpoint, à commencer par Lonza (+3,6%), devant Alcon (+2,4%) et Galderma (+2,1%). Suivaient à quelque distance Straumann et le bon Roche (+1,4% chacun), ou encore Novartis (+0,8%). Venaient jouer les intrus le gestionnaire d'actifs Partners Group (+2,7%) et le mastodonte de l'alimentation industrielle Nestlé (+1,6%), sans indications particulières. Sur le marché élargi, le spécialiste de la photonique AMS Osram perdait 4,2%, nonobstant une recommandation à l'achat fraîchement formulée par JPMorgan. Le géant du placement de personnel Adecco lâchait 0,8%, lesté par une recommandation à la vente de son titre de la part d'UBS. La société de placements Aevis (+1,9%) a soigné sa rentabilité sur les trois premiers mois de l'année.

Agence

## COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN



COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 18 Mai 2026  
Valeur : 20 Mai 2026

BASE	DEVISES	COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD US DOLLAR	132.7719	132.7869
1	EUR EURO	154.4004	154.4444
1	GBP POUND STERLING	177.2656	177.3329
100	JPY JAPANESE YEN	83.5359	83.5663
1	CNY CHINESE YUAN	19.5158	19.5206
1	CHF SWISS FRANC	169.0500	169.1122
1	CAD CANADIAN DOLLAR	96.5825	96.6144
1	DKK DANISH KRONE	20.6597	20.6650
1	SEK SWEDISH KRONA	14.0621	14.0666
1	NOK NORWEGIAN KRONE	14.2427	14.2469
1	AED UAE DIRHAM	36.1451	36.1610
1	SAR SAUDI RIYAL	35.3766	35.3825
1	KWD KUWAITI DINAR	432.6227	432.8126
1	TND TUNISIAN DINAR	45.1114	45.5648
1	MAD MOROCCAN DIRHAM	14.3951	14.3967
1	LYD LIBYAN DINAR	20.9044	21.0113
1	MRU MAURITANIAN OUGUIYA	3.3302	3.3406
1	SDR SPEC. DRA. RIGHTS	181.6786	181.6786

MARCHÉS BOURSIERS AMÉRICAINS

## Les contrats à terme sur les actions américaines reculent

Les contrats à terme sur les indices boursiers américains ont reculé mardi, sous la pression de la baisse des valeurs du secteur des semi-conducteurs et des inquiétudes persistantes liées à l'inflation, malgré une accalmie dans la vague de ventes de bons du Trésor et un fléchissement des cours du pétrole. Nvidia NVDA.O a reculé de 1% en pré-ouverture et s'apprêtait à enregistrer une troisième journée consécutive de baisse, les investisseurs se détournant des valeurs des semi-conducteurs, dont les valorisations élevées ont contribué à propulser les actions américaines vers des sommets historiques cette année. Les entreprises spécialisées dans

les puces mémoire et le stockage de données ont subi des pertes après avoir connu une forte hausse ces dernières semaines. Micron Technology MU.O a reculé de 1%, celle de Seagate Technology STX.O a chuté de 1,6%, tandis que celle de Western Digital WDC.O a perdu 2,3%. La reprise de Wall Street a été interrompue vendredi, la déroutée des marchés obligataires mondiaux ayant fait craindre que les grandes banques centrales n'adoptent une politique monétaire plus restrictive, alors que le conflit au Moyen-Orient fait grimper les prix du pétrole, faisant planer le spectre d'une inflation élevée. Les contrats à terme sur le Brent

LCOc1 ont reculé de 1,5%, mais se maintenaient tout de même au-dessus de 110 dollars après que le président américain Donald Trump a déclaré lundi sur les réseaux sociaux qu'il avait suspendu une frappe militaire prévue contre l'Iran pour mardi, le temps que les négociations se poursuivent. O/R Dans le même temps, le rendement de référence des bons du Trésor à 10 ans US10YT=RR a reculé à 4,587% après avoir atteint lundi son plus haut niveau depuis février 2025. US/ "Le sentiment de risque est mitigé ce mardi, alors que les investisseurs évaluent les coûts de la guerre au Moyen-Orient", a déclaré Kathleen Brooks, directrice de re-

cherche chez XTB. "Il règne un sentiment de frustration face à l'absence de déblocage dans l'impasse entre les États-Unis et l'Iran et à l'absence de voie claire vers un accord pour mettre fin à la guerre." YMcv1 reculaient de 145 points, soit 0,29%, les contrats à terme S&P 500 E-minis EScv1 perdaient 37 points, soit 0,5%, et les contrats à terme Nasdaq 100 E-minis NQcv1 reculaient de 226 points, soit 0,78%. Le Nasdaq .IXIC, à forte composante technologique, a mené les baisses à Wall Street lundi, la hausse des rendements ayant pesé sur les valeurs technologiques et autres titres de croissance. La

hausse des rendements tend à peser sur ces entreprises, car leurs valorisations reposent largement sur leurs bénéfices futurs potentiels. Les investisseurs se concentreront également sur la publication mercredi du compte-rendu de la dernière réunion de politique monétaire de la Réserve fédérale américaine, à la recherche d'indices sur le soutien dont a bénéficié au sein du comité le passage à une position neutre, s'éloignant d'une orientation accommodante. Selon l'outil FedWatch de CME, les marchés tablent sur une probabilité d'environ 40% que la banque centrale relève ses taux d'intérêt d'au moins 25 points de base en janvier. Agence

## ESPAGNE

# La dette publique a reflué à 101,6% du PIB au premier trimestre

La dette publique de l'Espagne a de nouveau reculé au premier trimestre pour s'établir à 101,6% du Produit intérieur brut (PIB), en diminution de 1,7 point par rapport à la même période l'an dernier, a annoncé mardi la Banque d'Espagne. Malgré une nette tendance à la baisse depuis la reprise économique post-Covid, la dette publique de l'Espagne demeure l'une des plus élevées de l'Union européenne, avec notamment la Grèce, l'Italie et la France, selon Eurostat.

Selon la banque centrale espagnole, la dette de l'ensemble des administrations publiques espagnoles, mesurée selon les critères de Maastricht, s'est ainsi établie à 1.740 milliards d'euros au premier trimestre, période marquée notamment par les répercussions du conflit au Moyen-Orient sur l'économie mondiale. Cela représente une hausse de 4,3% en rythme annuel (passant de 1.667 milliards en mars 2025 à 1.740 milliards en mars 2026), a précisé l'organisme monétaire basé à Madrid dans un communiqué. La dette publique espagnole se situe désormais très loin du niveau record enregistré

en mars 2021, lorsqu'elle avait atteint un pic de 124,2% du PIB en raison des dépenses engagées pour soutenir l'économie, en grande difficulté, pendant la crise du Covid-19. Depuis, elle a largement reculé, principalement en raison de la forte croissance économique du pays, qui a atteint 2,8% du PIB en 2025 à la faveur notamment d'investissements croissants, d'une demande soutenue des ménages et de la manne financière rapportée par le tourisme.

Cette dynamique vertueuse a permis de stimuler les recettes fiscales, alors même que l'Espagne, quatrième économie de la

zone euro, n'a pas voté de nouveau budget depuis 2023, en l'absence de majorité au Parlement, qui demeure très fragmenté. Mais en raison du conflit au Moyen-Orient, qui a notamment déjà eu pour effet le rebond de l'inflation en Espagne, la Banque d'Espagne a alerté fin mars contre un possible «ralentissement significatif» de l'activité, «dans un contexte de forte incertitude», qui pourrait compliquer les efforts des autorités pour faire diminuer la dette des administrations publiques. En 2025, celle-ci s'était établie à 100,8% du PIB.

R. I.

## IA

## La banque Standard Chartered prévoit de supprimer des milliers de postes d'ici 2030

La banque britannique Standard Chartered, dont l'essentiel de l'activité est concentré en Asie, a annoncé mardi vouloir réduire ses effectifs de 15% d'ici 2030 dans les «fonctions support», soit des milliers de postes, dans le cadre notamment d'une montée en puissance de son utilisation de l'IA. «Notre prochaine phase de croissance sera soutenue par un modèle opérationnel plus simple, plus rapide et plus connecté», a annoncé dans un communiqué l'entreprise.

Elle prévoit notamment «une réduction

de plus de 15% des postes dans les fonctions support d'ici 2030». La banque emploie près de 82.000 personnes dans le monde (l'écrasante majorité est basée en Asie), dont environ 52.000 dans ce type de fonctions centrales (ressources humaines, services informatique ou juridique par exemple), selon son rapport annuel 2025. Les réductions annoncées pourraient donc s'approcher de 8000 postes.

«Ce ne sont pas des suppressions d'emplois, mais des réductions de fonctions au profit des machines, et

cela va s'accélérer à mesure que nous avancerons dans l'IA», a affirmé le directeur général Bill Winters, selon des déclarations tenues à Hong Kong et rapportées par la presse financière. De plus en plus d'entreprises annoncent des plans de réduction d'effectifs en faisant le lien avec l'adoption de l'IA.

«Nous développons des usages concrets de l'automatisation, de l'analytique avancée et de l'intelligence artificielle afin de rationaliser les processus, d'améliorer la prise de décision et de renforcer à la fois le

service client et l'efficacité interne», a détaillé Standard Chartered dans son communiqué. Cette annonce s'inscrit dans le cadre d'un plan plus large présenté mardi à Hong Kong par les dirigeants de la banque pour «maintenir une forte croissance, accroître la productivité, améliorer encore la qualité des résultats et maximiser les avantages concurrentiels». Le cours de l'action de Standard Chartered à la Bourse de Londres reculait d'environ 0,50% mardi matin.

R. E.

## FACE À L'ENVOLEE DU PRIX DES ENGRAIS

## L'UE dégage ses mesures d'aide aux agriculteurs

À court terme, Bruxelles va puiser dans la «réserve agricole», des fonds européens destinés aux situations de crise pour soulager le secteur. Il reste environ 200 millions d'euros dans cette enveloppe pour l'année 2026. L'Union européenne s'apprête à débloquer des fonds mardi pour aider les agriculteurs face à la flambée du prix des engrais, une tendance qui s'est encore accentuée depuis le déclenchement de la guerre au Moyen-Orient. Pour mettre la pression, des organisations agricoles ont prévu dès le matin un rassemblement devant le Parlement européen à Strasbourg, où la Commission doit dévoiler son plan d'action.

«Les agriculteurs abordent la prochaine saison d'achat (d'engrais) dans un climat d'extrême incertitude, sur le coût, mais aussi sur la disponibilité effective des engrais», met en garde le Copa-Cogeca, qui rassemble les principaux syndicats agricoles européens. Avant le conflit au Moyen-Orient, 30% des engrais mondiaux transitaient par le détroit d'Ormuz. Depuis fin février, le prix des fertilisants a bondi en Europe. Ceux à base d'azote coûtent autour de 500 euros la tonne désormais, contre quelque 380 euros l'hiver der-

nier. À cela, s'ajoute l'envolée du coût du gazole pour les tracteurs, qui a poussé nombre d'États à sortir le carnet de chèques pour limiter la facture. La Commission européenne, qui avait promis bien avant cette guerre des mesures en faveur des agriculteurs, se retrouve sous forte pression. La guerre «a créé une prise de conscience de la nature stratégique du secteur des engrais». Le plan d'action européen est monté de «quelques crans en termes d'importance politique», souligne Tiffanie Stephani, chez Yara, l'un des plus gros producteurs d'engrais en Europe. À court terme, Bruxelles va puiser dans la «réserve agricole», des fonds européens destinés aux situations de crise pour soulager le secteur. Il reste environ 200 millions d'euros dans cette enveloppe pour l'année 2026. La situation est particulièrement difficile pour les céréaliers. Gros consommateurs d'engrais, ils sont dans le rouge depuis trois ans à cause de l'effet combiné d'une récolte de blé catastrophique en 2024 et d'une année 2025 déjà marquée par des engrais très chers ainsi qu'un blé sous les 200 euros la tonne en France, confrontée à une concurrence internationale accrue.

### La taxe carbone pas remise en cause

Au-delà de l'urgence, l'Union européenne, qui importe 60% des engrais qu'elle consomme, promet d'agir à plus long terme avec deux mots d'ordre : la diversification des approvisionnements et l'augmentation de la production européenne. Bruxelles pourrait aussi assouplir ses règles sur les nitrates pour autoriser les paysans à utiliser davantage de digestat, des résidus issus de la méthanisation des déchets organiques utilisés comme alternatives aux engrais chimiques. Cet assouplissement inquiète les organisations environnementales, qui craignent des pollutions de l'eau. En dépit des appels de plusieurs pays, dont la France, et des agriculteurs, l'exécutif européen n'a en revanche pas l'intention de suspendre sa taxe carbone aux frontières (CBAM) sur les engrais, en place depuis le 1er janvier pour décarboner le secteur et soutenir les producteurs européens. Sur ce volet, la Commission a «déjà pris des mesures pour aider les agriculteurs», insiste une porte-parole, avec une suppression temporaire de droits de douane sur les fertilisants, hors Russie

et Bélarus, et une adaptation de la taxe carbone afin «d'atténuer fortement son impact». Remettre en cause cette taxe ouvrirait une brèche dans un mécanisme qui concerne d'autres secteurs polluants, comme l'acier, l'aluminium, le ciment, l'électricité et l'hydrogène. Et cela désavantagerait les fabricants européens, qui tentent d'augmenter leur production. Le mécanisme européen «est vraiment indispensable pour garantir une concurrence équitable pour notre secteur», revendique ainsi Tiffanie Stephani. L'Union européenne ne reviendra pas non plus sur l'augmentation progressive des taxes sur les engrais russes et bélarusses, dont Bruxelles voudrait définitivement se passer afin de priver Moscou de ressources qui financent la guerre en Ukraine. Face à la dépendance persistante de l'Europe aux importations, l'un des grands enjeux est le développement d'engrais alternatifs, bas carbone. Jusqu'ici, cette ambition a buté sur des coûts de production souvent très élevés, notamment en raison du prix de l'énergie. Plusieurs projets ont été abandonnés, dont une initiative en Autriche, baptisée «Green Ammonia Linz».

R. I./Agence

## CHILI

### Recul du PIB au premier trimestre

Le Chili a enregistré au premier trimestre 2026 son pire résultat économique depuis 17 ans, avec un recul de 0,5% de son produit intérieur brut (PIB) sur un an, en raison d'une baisse des exportations et de l'activité minière, a annoncé lundi la Banque centrale.

Il s'agit du pire résultat depuis 2009, a déclaré sur les réseaux sociaux le ministre de l'Economie et des Mines, Daniel Mas. Selon la Banque centrale, les exportations ont reculé de 4,9% au premier trimestre, tandis que les importations de biens et services ont augmenté de 2%.

La baisse du PIB s'explique également par un recul de 5,4% des activités agricoles et forestières et de 3,1% du secteur minier.

Ces reculs affectent directement le Chili, dont l'industrie minière représente entre 10% et 15% du PIB.

Le pays est le premier producteur mondial de cuivre et le deuxième producteur de lithium, deux métaux essentiels à la fabrication de voitures électriques et d'appareils technologiques.

L'industrie chilienne du cuivre fait face à des difficultés structurelles.

Malgré des prix internationaux historiquement élevés, la production a reculé de 1,6%, pénalisée en raison du vieillissement des mines.

APS

# Comment Google Téléphone sera bientôt capable de détecter les arnaques au faux contact

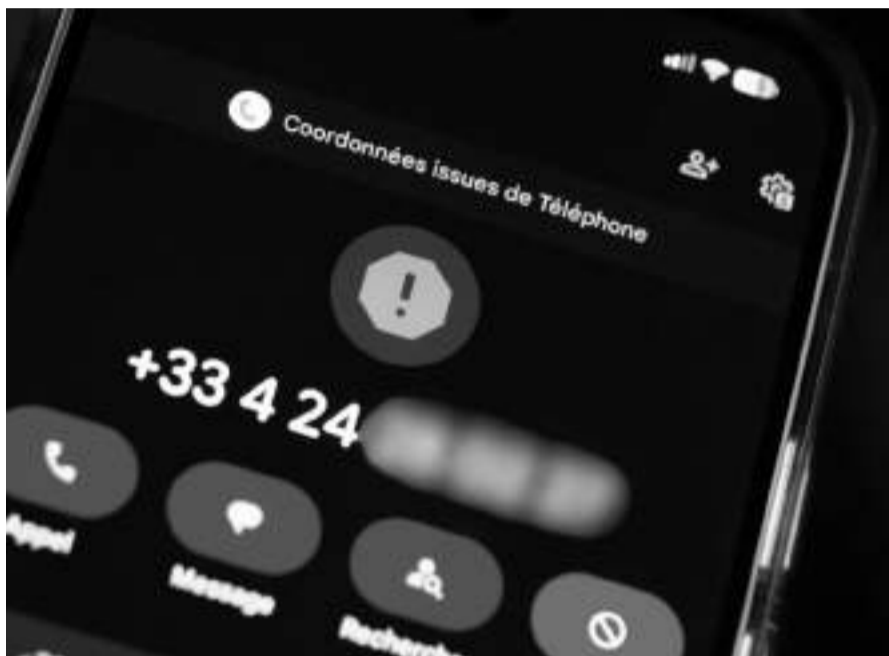
Google travaille sur une fonctionnalité anti-usurpation de numéro pour son application Téléphone. Une alerte en temps réel pourrait bientôt avertir les utilisateurs Android qu'un inconnu se fait passer pour l'un de leurs contacts.

Vous décrochez, persuadé que c'est votre frère ou votre collègue, mais la personne à l'autre bout du fil n'a rien à voir avec eux. C'est ce qu'on appelle le spoofing, ou plus particulièrement, le caller ID spoofing, ou l'usurpation de l'identité de l'appelant. Autrement dit, il s'agit d'une technique qui permet à n'importe quel escroc de falsifier le numéro affiché sur votre écran pour se faire passer pour quelqu'un que vous connaissez. Google semble décidé à s'y attaquer. Un démontage d'APK mené par Android Authority révèle que l'application Google Téléphone prépare une alerte capable de vous prévenir, pendant l'appel, qu'un imposteur se cache peut-être derrière un numéro familier.

## Google Téléphone travaille à démasquer les imposteurs encore plus facilement

C'est en disséquant le code source de la version 222.0.913376317 de Google Téléphone, celle réservée aux smartphones Pixel, que nos confrères américains ont mis la main sur quelques indices. Des fragments de code enfouis dans l'application laissent apparaître une future alerte qui s'afficherait pendant l'appel, avec un avertissement du type « Ceci n'est peut-être pas [nom du contact] », et un bouton pour raccrocher d'un seul tap sur l'écran.

Le principe de l'usurpation de numéro est relativement simple à expliquer. Un fraudeur utilise un logiciel pour modifier le numéro qui s'affiche sur votre écran et le remplacer par celui d'un de vos vrais contacts. De votre côté, vous voyez apparaître le nom de votre médecin, de votre banquier ou d'un ami, et vous décrochez. Le piège



se referme avant même que vous ayez eu le temps de vous poser la moindre question.

## Un arsenal anti-fraude qui prend sérieusement forme

La fonctionnalité sur laquelle Google planche sérieusement n'est presque que la brique d'un élément sécuritaire global. Environ un mois plus tôt, Android Authority avait déjà mis au jour une autre nouveauté baptisée « Verified Caller », un système intégré directement au cœur d'Android qui serait capable de vérifier l'authenticité des appels provenant d'applications tierces, et de raccrocher automatiquement dès qu'un numéro frauduleux est identifié.

Mais c'est en fait l'ensemble du secteur des télécoms qui s'organise autour d'un protocole commun baptisé STIR/SHAKEN, aussi appelé MAN.

Ce système technique permet aux opérateurs de vérifier, avant même que votre téléphone sonne, que le numéro affiché correspond bien à celui depuis lequel l'appel est réellement passé. Une sorte de carte d'identité obligatoire pour les appels, que l'industrie adopte progressivement pour tarifier la fraude à la source, comme le fait Orange Cyberdéfense avec son service Branded Calling. Une précision tout de même : ces découvertes sont issues de l'analyse du code interne de l'application, avant toute mise à jour officielle. En clair, Google travaille sur ces fonctionnalités, mais rien ne garantit qu'elles seront un jour disponibles pour le grand public, ni quand si cela venait à être le cas. Reste que pour les utilisateurs de Pixel, déjà bien pourvus pour filtrer les appels suspects, la trajectoire choisie par Google va clairement dans le bon sens.

## AVEC SA PLATEFORME

### RUBIN

## NVIDIA va encore plus assécher le marché de la RAM en 2027

En 2026, le marché de la RAM est particulièrement tendu, avec une demande qui excède de loin l'offre. Et en 2027, la situation pourrait être encore pire, du fait notamment de NVIDIA !

Le sujet majeur en 2026 dans la tech est sans nul doute la pénurie persistante en RAM, qui a totalement fait exploser les prix des composants mémoires - et mis des entreprises comme SK Hynix dans une position plus qu'agréable ! Un problème qui est dû à l'explosion soudaine de l'intelligence artificielle, énorme consommatrice de RAM. Une tendance lourde, puisqu'elle va se poursuivre l'année prochaine, avec des plateformes IA encore plus énergivores question mémoire.

### La plateforme Rubin va dépasser la demande en RAM de Samsung ET Apple en 2027

En début d'année, NVIDIA nous présentait officiellement sa plateforme Rubin, qui devrait offrir des performances jusqu'à cinq fois plus élevées pour l'inférence IA que la génération Blackwell. Des performances exceptionnelles, qui auront un coût, si l'on en croit Citrini Research - en tout cas au niveau RAM.

Citrini Research estime en effet que la plateforme Rubin consommera l'an prochain plus de mémoire que Samsung et Apple réunis ! Plus exactement, la demande en mémoire LPDDR de cette plateforme devrait être en 2027 de 6% supérieure à ce dont les deux leaders du secteur des smartphones vont avoir besoin.

### Les autres plateformes IA vont encore plus tendre le marché de la RAM

Il est estimé qu'Apple en 2027 devrait acquérir pour 2 966 millions de Go de mémoire LPDDR quand, Samsung, de son côté, devrait afficher une demande de 2 724 millions de Go. Ensemble, leurs besoins vont ainsi atteindre les 5 690 millions de Go de mémoire, ce qui est moins que la demande des plateformes Rubin, estimée elle pour l'an prochain à plus de 6 000 millions de Go.

Et si ces chiffres peuvent être inquiétants, il faut en plus remarquer qu'il ne s'agit que d'une seule plateforme. Car NVIDIA n'est pas le seul à fournir des infrastructures pour le développement de l'intelligence artificielle. AMD par exemple va dans la même période proposer son accélérateur Instinct MI400, qui sera lui aussi très demandeur en composants mémoires. Autant dire que le problème de la pénurie de RAM est parti pour durer en 2027 !

## Brèves

### 9,8 Po de flash dans un serveur 2U

Kioxia et Dell Technologies ont annoncé une avancée inédite en matière d'infrastructure de stockage haute densité. En combinant le serveur PowerEdge R7725xd, équipé de processeurs AMD EPYC, et 40 SSD NVMe Kioxia de la série LC9 au format E3.L d'une capacité unitaire de 245,76 To, les deux partenaires proposent 9,8 pétaoctets de stockage flash dans un châssis 2U. Premier SSD NVMe de cette capacité conçu pour les environnements d'IA générative, le Kioxia LC9 exploite l'interface PCIe 5.0 et la technologie BiCS Flash de 8e génération. Cette configuration réduit drastiquement l'empreinte des centres de données : une

capacité équivalente bâtie sur des SSD de 30,72 To nécessiterait sept serveurs supplémentaires et 280 lecteurs supplémentaires, pour une consommation énergétique huit fois supérieure. La solution cible en priorité les charges de travail IA, les data lake à grande échelle et les applications d'entreprise intensives.

### Bored.com de retour

icône de l'Internet des années 2000, Bored.com renaît de ses cendres dans une version entièrement repensée. Alimenté à l'époque par des jeux Flash, des quiz déjantés et des curiosités en tout genre, le site avait progressivement sombré dans l'oubli avec la disparition de Flash Player. Il revient aujourd'hui sous une nouvelle forme : non plus un portail

de mini-jeux, mais une compilation soigneusement éditée des recoins les plus étranges du web. On y trouve des sites insolites, des outils de niche, des expériences interactives, des tests psychologiques ou encore des aventures en ligne. L'interface rappelle les agrégateurs artisanaux d'antan, à mille lieues des algorithmes aseptisés des réseaux sociaux.

### Les challengers de TSMC dopés par l'explosion de la demande en puces.

Longtemps hors de portée, TSMC voit ses rivaux se rapprocher de tous côtés. Dopée par la frénésie de la demande pour les puces et autres composants pour les

infrastructures dédiées à l'IA, la demande en semi-conducteurs avancés atteint des niveaux records, ouvrant une brèche pour les challengers du géant taïwanais. Intel Foundry accélère sur ses nœuds 18A et 14A, tandis que Samsung progresse sur le 2 nm avec un taux de rendement désormais supérieur à 60% et attire des clients historiques de TSMC. Du côté chinois, SMIC reste le seul fondeur national maîtrisant le 7 nm, mais Hua Hong (HuaHong Group) prépare activement sa propre production à ce nœud depuis son usine de Shanghai. Enfin, Nexchip monte également en puissance sur les puces pour l'automobile et l'électronique grand public, portée par la dynamique « China for China ». La course au nanomètre, longtemps monopole de TSMC, devient un véritable duel mondial.

## AVEC CINQ NOUVEAUX MODÈLES

# Le retour surprise de Ford en Europe

Longtemps omniprésent sur les routes européennes grâce aux Fiesta, Focus ou Mondeo, Ford semblait peu à peu s'effacer du paysage automobile du Vieux Continent. Usines fermées, modèles emblématiques supprimés, parts de marché en chute : ces dernières années, certains pouvaient penser que la marque américaine avait quasiment renoncé à l'Europe. Mais Ford vient de dévoiler un plan de reconquête inattendu. Et il pourrait profondément changer l'avenir du constructeur sur notre marché.

Lors d'un grand rendez-vous organisé à Salzbourg avec ses concessionnaires européens, Ford a officialisé une offensive produite d'un ampleur que l'on n'avait plus vue depuis longtemps. D'ici 2029, cinq nouveaux véhicules particuliers feront leur apparition en Europe, avec un positionnement affirmé : miser sur l'émotion, le design et l'héritage rallye de la marque plutôt que sur une guerre des prix impossible à tenir face aux constructeurs chinois.

### Ford veut redevenir désirable en Europe

Depuis plusieurs années, Ford traverse une période difficile sur le marché européen. La disparition de modèles historiques comme la Fiesta, la Focus ou encore la Mondeo a profondément réduit sa présence commerciale. Même les monospaces Galaxy et S-Max ont disparu. Le constructeur a également fermé son usine de Saarlouis, en Allemagne, tandis que ses ventes ont continué de reculer. Au premier trimestre 2026, Ford ne représentait plus que 2,8 % du marché européen avec un peu plus de 100 000 immatriculations sur l'ensemble Union européenne, Royaume-Uni et AELE.

Face à cette situation, Ford ne veut plus jouer le rôle du constructeur généraliste classique. Jim Baumbick, patron de Ford Europe, assume désormais une stratégie beaucoup plus émotionnelle : produire des véhicules au caractère fort, capables de susciter l'envie plutôt que de simples voitures qui feraient de la figuration.

### Un petit Bronco européen arrive en 2028

La principale nouveauté sera sans doute l'arrivée d'un SUV compact inspiré du Bronco américain. Ford confirme officiellement qu'un nouveau membre de la famille Bronco sera produit en Europe à partir de 2028 dans l'usine espagnole de Valence. Ce modèle ne sera pas un pur franchiseur comme le Bronco américain, mais plutôt un SUV compact au look baroudeur pensé pour les routes européennes. Ford promet toutefois un vrai ADN tout-terrain et un style directement inspiré du mythique 4x4 américain. Le constructeur parle d'une plateforme « multi-énergies ». En somme, ce futur Bronco européen pourra accueillir plusieurs motorisations : hybride, hybride rechargeable et peut-être même électrique à prolongateur d'autonomie. Ford semble ainsi vouloir éviter le pari du tout électrique, devenu beaucoup plus risqué en Europe comme aux États-Unis.

### Ford va lancer deux petites électriques développées avec Renault

L'autre grande surprise concerne le partenariat entre Ford et Renault. Les deux groupes vont collaborer pour produire deux petites voitures électriques destinées au marché européen. La première sera une citadine électrique compacte, la seconde un petit SUV urbain. Toutes deux reposeront sur la plateforme AmpR Small de Renault, déjà utilisée par les nouvelles Renault 5 et Renault 4 électriques.



Mais Ford insiste : ces modèles ne seront pas de simples Renault rebadgées. Le constructeur américain promet un design spécifique, des réglages de châssis différents et surtout un esprit beaucoup plus sportif inspiré du rallye.

Cette orientation pourrait d'ailleurs raviver une certaine nostalgie. A ce sujet, il n'est pas impossible que le nom "Fiesta" fasse son retour pour la future citadine électrique. Ford refuse pour l'instant de confirmer quoi que ce soit, mais la marque reconnaît que l'héritage de certains noms historiques « n'est pas oublié ».

### Le rallye cœur battant de la nouvelle stratégie Ford

Ce repositionnement pourrait d'ailleurs avoir un lien avec l'histoire sportive de la marque. Ford veut capitaliser sur son passé en compétition automobile pour se différencier. Le constructeur compte 94 victoires en championnat du monde des rallyes et quatre titres constructeurs grâce à des modèles devenus cultes comme les Escort RS Cosworth, Focus WRC ou la Fiesta WRC.

Tous les futurs modèles européens annoncés par Ford pourront ainsi être influencés par cet esprit. D'ailleurs le communiqué de presse est assez explicite sur le sujet : " En combinant cet ADN sportif avec les performances routières, Ford va créer des véhicules de rallye adaptés à l'Europe. La nouvelle gamme européenne de Ford proposera des véhicules multi-énergies où les sensations fortes et l'aventure se conjuguent avec le contrôle et la précision - construits pour relever les défis uniques des cols alpins, des rues pavées et des routes sinueuses d'Europe". On attend d'en savoir plus mais en tout cas le constructeur promet de créer des modèles plus désirables émotionnellement et plus singuliers afin de mieux résister à l'offensive des marques chinoises qui dominent désormais la bataille des prix.

### Ford assume désormais les partenariats industriels

Autre changement d'importance : Ford ne cache pas que son avenir européen passera par des alliances industrielles. Après avoir déjà utilisé la plateforme MEB de Volkswagen pour les Explorer et Capri électriques, Ford approfondit désormais sa coopération avec Renault. D'autres partenariats pourraient encore suivre. Des discussions avec Geely sont notamment évoquées depuis plusieurs mois. Le groupe chinois, propriétaire de Volvo, Polestar ou Lotus, dispose déjà de nombreuses plateformes multi-énergies capables d'accueillir thermique, hybride et électrique.

Pour Jim Baumbick, ces partenariats permettent de gagner du temps, de réduire les coûts et surtout d'atteindre une taille critique indispensable face aux géants chinois. Si le patron de Ford Europe ne commente pour l'instant pas les rapports liant Ford à un partenariat avec Geely, il assume néanmoins que des partenariats ne sont pas « seulement des transactions mais des leviers stratégiques ».

### Ford mise aussi énormément sur les utilitaires et les services numériques

Même si les voitures particulières reviennent au centre du discours, Ford rappelle que son véritable pilier économique en Europe reste Ford Pro, sa division utilitaires. Leader du marché européen depuis onze ans, cette branche devient désormais un immense laboratoire de services numériques. Ford veut transformer ses véhicules professionnels en plateformes connectées capables de générer des revenus logiciels récurrents.

Le constructeur affirme déjà compter plus de 879 000 abonnements payants liés à ses services connectés. Son objectif est que 25 % des bénéfices de Ford Pro proviennent bientôt des logiciels et services numériques.

Deux nouveaux utilitaires accompagneront cette offensive : un impressionnant Ranger Super Duty destiné aux usages extrêmes (armée, mines, secours) et surtout le nouveau Transit City électrique pensé pour les centres-villes européens.

Mots fléchés

Balistes Lieu de désordre et de débauche	Compositrice musicale Suppliât	Tabac des Vosges Bradype	Échassier voisin de la cigogne	Carabé	Sur une table de chevet À peu près	Dame Instrument	
Moyen de transport Aliment qui jadis était indispensable		Futurs médecins	Fleuve africain	Erreur grossière			
Egalité aux échecs Objectif		Agence de renseignement américain Résidu le plus grossier du		Esquivé Remarquables		Crochet de boucher	
		Pièce d'habitation Maladie infectieuse			Terres émergées Ecrivain italien (Umberto)		
Espère	Polonium Nombre		Direction départementale entre ministères	Fille de Forgall Manach Humains		Lettres Soldats	
				Sa capitale est Edimbourg Peur incontrôlée			
Lentille bâtarde Déesse de la mythologie égyptienne			Destituai la royauté			Renard polaire	
			Jésus le Nazaréen, Roi des Juifs Avec le marteau, emblème de l'URSS		De même	Levée aux cartes	
Cadeau de mariage	Navire Jongleuses		Lustrées				
		Prénom masculin Jour de l'an vietnamien				Assignation	Flots
Opiniâtre Baryum			Bison d'Europe	Que personne ne peut connaître Grande école			
	Qui a perdu tout pouvoir d'avoir trop servi Etendue de sable				Jouai de l'argent ou un vêtement au poker		
Enlèvent Aspect						Béryllium	Convenances Utilisateur
		Désavantagea Aplanit			Louages Équerre		Note haussée d'un demi-ton
Équivalent Construite dans la baie de Douarnenez			Article	Prénom biblique	Coupelles de laboratoire Expérience		Forte correction
	Assaisonné Mamelle					Chef-lieu du Judet de Lasi (Roumanie) Belle-fille	
Tire un liquide	Protactinium Personnage de Brecht (Arturo)		Grain de chapelet Erbium		Enveloppe piquante Fleuve russe		
				Entamées			
Chamois des Pyrénées				Roi de Jarry		Bramé	

## PÉTROLE

### Le Brent à 110,36 dollars le baril

Les cours du pétrole étaient en léger repli mardi, en cours d'échanges européens, le marché observant attentivement la situation au Moyen-Orient et au Golfe. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en juillet, perdait 1,55% à 110,36 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en juin, dont c'est le dernier jour de cotation, tombait de 1,07% à 107,50 dollars.

# Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

## Eco



Mercredi 20 mai 2026 <http://www.lesenjeuxeco.dz>

### DOMESTIC AIRLINES- ACADÉMIE NATIONALE D'AVIATION Signature d'une convention de coopération dans le domaine de la formation

Domestic Airlines et l'Académie nationale d'aviation ont signé une convention de coopération portant sur la formation continue et spécialisée dans les métiers de l'aviation civile, au profit de différentes catégories de personnel, indique un communiqué de la compagnie publique. Cette convention de coopération, signée lundi, en marge de l'ouverture de la 25e édition du Salon international du tourisme et des voyages (SITEV), en présence du PDG d'Air Algérie, Hamza Benhamouda, vise à "renforcer la coopération dans les domaines de la formation continue et spécialisée dans les métiers de l'aviation civile, au profit de différentes catégories de personnel, notamment les pilotes, les techniciens, le personnel navigant commercial (PNC) et les agents d'exploitation technique". Elle vise également à développer les compétences et à améliorer le niveau de qualification professionnelle, en adéquation avec les exigences du secteur et les normes de sécurité et de qualité, et ce, dans le cadre du renforcement de la complémentarité entre les filiales du groupe Air Algérie, conclut le communiqué.

Le ministre de l'Education nationale, Mohammed Seghir Sadaoui, a affirmé, hier depuis la wilaya de Djelfa, que tous les moyens humains et matériels ont été mobilisés pour assurer le bon déroulement des épreuves du Brevet d'enseignement moyen (BEM), session 2026.

M. Sadaoui a indiqué, dans une déclaration à la presse après avoir donné le coup d'envoi officiel des épreuves du BEM, que "tous les moyens humains et matériels ont été mobilisés pour assurer le bon déroulement des épreuves de cet examen".

Le ministre a salué les efforts consentis par les différentes instances concernées et les pouvoirs publics dans la préparation de cet examen, ainsi que le niveau de rigueur et de coordination relevé, notamment en ce qui concerne la réception des sujets et la sécurisation des centres de distribution, d'examen et de regroupement.

Concernant les élèves malades et aux besoins spécifiques, le ministre a insisté sur l'importance d'une "prise en charge optimale" des can-

### EXAMENS DU BEM

## Tous les moyens humains et matériels mobilisés



didats hospitalisés, en veillant à réunir toutes les conditions organisationnelles, pédagogiques et sécuritaires en vigueur dans les centres d'examen ordinaires, afin de garantir le droit à la scolarisation et au passage des examens en consécration du principe d'égalité des chances.

Il a, en outre, réaffirmé l'engagement des institutions de l'Etat à assurer les meilleures conditions et la meilleure prise en charge pour cette catégorie. Le ministre a, à ce propos, précisé que 777 candidats en

situation de handicap moteur et 270 mal-voyants passent la session 2026 du BEM à l'échelle nationale, soulignant que "l'Etat accompagne ses enfants sans exception". Ces efforts, a-t-il dit, "reflètent le niveau d'intérêt accordé par le secteur de l'éducation nationale aux élèves malades".

Par la même occasion, M. Sadaoui a mis en avant l'attention particulière accordée par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, au système éducatif en général, notant que "l'Etat a alloué des

crédits conséquents pour la construction de nouveaux établissements scolaires afin de répondre à la hausse annuelle du nombre d'élèves".

S'agissant du concours de recrutement d'enseignants, le ministre a indiqué que l'opération se déroule conformément au calendrier établi, via les plateformes numériques dédies à cet effet, afin de garantir la transparence et l'intégrité, précisant que les lauréats seront orientés en fonction des besoins.

Quant à la prochaine rentrée scolaire, M. Sadaoui a fait état de la finalisation des opérations de mise à jour et d'adaptation des programmes aux évolutions enregistrées, notamment à travers la promotion de la maîtrise des langues étrangères et la mise en avant des domaines scientifiques, tels que les mathématiques et l'intelligence artificielle.

Concernant la révision du statut du secteur de l'éducation, le ministre a assuré que le secteur œuvre à répondre aux aspirations de la communauté éducative.

R.E.

### AÏD EL-ADHA / ALIMENTATION EN EAU POTABLE

## L'ADE met en place un dispositif spécial

L'Algérienne des Eaux (ADE) a annoncé, lundi dans un communiqué, la mise en place d'un dispositif spécial d'alimentation en eau potable durant l'Aïd El-Adha, comprenant plusieurs mesures proactives à travers l'ensemble du territoire national. Ce dispositif intervient en application des orientations du ministre de l'Hydraulique visant à garantir la continuité du service public et à améliorer les conditions d'approvisionnement des citoyens en eau potable durant cette fête religieuse, marquée par une

hausse exceptionnelle de la demande, indique le communiqué, précisant que l'objectif est d'assurer "un approvisionnement régulier et continu" en eau potable durant la période précédant l'Aïd ainsi que pendant les jours de fête, à travers une série de mesures proactives. Parmi ces mesures figurent la mobilisation de toutes les infrastructures de production et de distribution afin d'assurer la continuité du service, ainsi que le remplissage progressif des réservoirs à travers les différentes wil-

layas, dont la capacité globale de stockage est estimée à près de 8 millions de mètres cubes, en prévision de l'augmentation de la demande le jour de l'Aïd. Il s'agit également du lancement de campagnes intensives de réparation des fuites au niveau des différentes unités, dans le but de récupérer les eaux perdues et d'améliorer le rendement des réseaux, outre le renforcement des programmes de maintenance préventive et la vérification de l'opérationnalité des stations

de pompage, des groupes électrogènes de secours ainsi que des systèmes de contrôle et de supervision. Dans le même cadre, des équipes de permanence seront mobilisées jour et nuit afin d'assurer la continuité du service et intervenir 24h/24 durant les jours de l'Aïd, outre des équipes techniques d'intervention ainsi que des camions-citernes qui seront immédiatement déployés en cas de panne ou de perturbation de l'alimentation en eau, afin d'assurer une prise en charge rapide de la situation et de

garantir un approvisionnement provisoire jusqu'à la réparation de la panne. L'ADE a affirmé que l'ensemble de ses équipes demeurent mobilisées à travers tout le territoire national afin d'assurer "un service public de qualité" durant cette occasion, appelant les citoyens à faire de l'Aïd El-Adha une opportunité pour promouvoir les valeurs de solidarité, de propreté et de rationalisation de la consommation de cette ressource vitale.

R.E.

PUBLICITE

Sous le Parrainage de Monsieur le Ministre de l'Economie de la Connaissance, des Start-Ups et des Micro-Entreprises

# AFRIKA SIPSA INNOV

AGRI TECH - FOOD TECH - AQUA TECH 2026

مسابقة مفتوحة حول الشركات الناشئة الأفريقية  
CONCOURS OUVERT SUR LES START-UP AFRICAINES  
TROPHÉE SIPSA AWARDS SID AHMED FERROUKHI 2026

جائزة أفريقيا سيبسا اينوف  
سيد احمد فرووكي  
2026

Sponsor Gold :

Sponsor Silver :

Les Enjeux Eco 20/05/2026